

Déplacement forcé, dépossession et inégalité de revenus en Colombie : 1993 et 2005

Marlyn Vanessa Vargas Rojas

▶ **To cite this version:**

Marlyn Vanessa Vargas Rojas. Déplacement forcé, dépossession et inégalité de revenus en Colombie : 1993 et 2005. Economies et finances. 2018. dumas-02146664

HAL Id: dumas-02146664

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02146664

Submitted on 4 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MEMOIRE

pour obtenir le diplôme de

MASTER DE L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

Master 2 Recherche

Mention : Études internationales et européennes

Spécialité : Études latino-américaines

Option : *Économie*

présenté par

Marlyn Vanessa VARGAS ROJAS

dirigé par

Vera CHIODI

Maître de conférences

Déplacement forcé, dépossession et inégalité de revenus en Colombie : 1993 et 2005

Mémoire soutenu en septembre 2018

Institut des Hautes Études de l'Amérique latine

28 rue Saint-Guillaume 75007 Paris

LISTE D'ABRÉVIATIONS

CEDE : Centre d'études sur le développement Économique de l'Université de los Andes.

CNMH : Centre National de la mémoire historique de la Colombie.

CNRR : Commission Nationale de réparation et Réconciliation de la Colombie.

CODHES : Comité consultatif pour les droits humains et le déplacement.

CSPD : Commission de suivi de la politique publique sur le déplacement forcé.

DANE : Département Administratif National de statistique de la Colombie.

EDHD : Enquête détaillée de ménages déplacés.

ENV : Enquête nationale de vérification des droits de la population déplacée.

FMS : Fonction des moyens de subsistance.

RUV : Registre Unique des victimes.

UNHCR : L'Agence des Nations unies pour les réfugiés.

LISTE DE FIGURES

Figure 1 – Processus par lequel le déplacement accueilli peut augmenter l'inégalité de revenus……. p. 20

Figure 2 – Processus par lequel le déplacement dépossédé peut augmenter l'inégalité de revenus…… p. 22

Figure 3 – Représentation graphique des variations d'actifs par le déplacement forcé et la dépossession……... p. 24

Figure 4 – Migrants accueillis et les municipalités d'accueil en Colombie en 1993 et 2005…… p. 46

Figure 5 – Les municipalités qui ont accueilli plus de 5000 migrants en 2005…….. p. 47

Figure 6 – Coefficient moyen de Gini en Colombie en 1993 et 2005…… p. 49

Figure 7 – Migrants expulsés dépossédées et municipalités avec déplacement expulsé dépossédé en Colombie (1993 et 2005)……... p. 56

Figure 8 – Les municipalités qui ont expulsé plus de 1500 migrants dépossédés en 2005……...p. 57

Figure 9 – Migrants expulsés et migrants expulsés dépossédés en Colombie en 1993 et 2005……...p. 59

Figure 10 – Coefficient moyen de Gini dans les régions en 1993 et 2005…….. p. 68

Figure 11 – Migrants accueillis dans les régions en 1993 et 2005……...p. 69

Figure 12 – Migrants expulsés dépossédées dans les régions en 1993 et 2005…….. p. 75

Figure 13 – Migrants expulsés et migrants expulsés dépossédés dans les régions en 1993 et 2005…….. p. 76

LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1 – Explication des termes de la figure 3……...….p. 24

Tableau 2 – Description des variables statistiques…….….. p. 35

Tableau 3 – Statistiques descriptives des modèles (A), (B) et (C)……...……p. 40

Tableau 4 – Statistiques descriptives du modèle (D)……... p. 41

Tableau 5 – Statistiques descriptives du modèle (E)……... p. 42

Tableau 6 – Significativité des différences des variables de contrôle du modèle (D)…..… p. 43

Tableau 7 – Significativité des différences des variables de contrôle du modèle (E)……. p. 44

Tableau 8 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)……. p. 50

Tableau 9 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)……..…….. p. 51

Tableau 10 - Estimation de l'association entre le déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus en 2005, selon le niveau des dépenses publiques des municipalités colombiennes……...…… p. 53

Tableau 11 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement expulsé dépossédé et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)……..…… p. 60

Tableau 12 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé expulsé avec dépossession et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)……..….p. 61

Tableau 13 – Impact du déplacement accueilli sur l'inégalité des revenus en Colombie, par la méthode double différence……..……. p. 63

Tableau 14 – Impact du déplacement forcé expulsé avec dépossession sur l'inégalité des revenus en Colombie, par la méthode double différence……. p. 64

Tableau 15 – Comparaison des estimations de l'incidence du déplacement accueilli et de la dépossession expulsée sur l'inégalité des revenus en Colombie……..… p. 65

Tableau 16 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)…… p. 70

Tableau 17 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)…… p. 71

Tableau 18 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005).....……..... p. 72

Tableau 19 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005) ……p. 73

Tableau 20 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement expulsé dépossédé et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)……p. 77

Tableau 21 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé expulsé avec dépossession et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)……p. 78

Tableau 22 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement expulsé dépossédé et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005)…….……p. 79

Tableau 23 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé expulsé avec dépossession et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005)……p. 80

Tableau 24 – Comparaison des estimations de l'incidence du déplacement accueilli et de la dépossession expulsée sur l'inégalité des revenus dans les régions…….……p. 82

TABLE DES MATIÈRES

LISTE D'ABRÉVIATIONS 2

LISTE DE FIGURES 3

LISTE DE TABLEAUX 5

TABLE DES MATIÈRES 8

1 INTRODUCTION 9

2 CADRE THÉORIQUE 13
2.1 De l'abandon de terres à la dépossession 13
2.2 Déplacement forcé, dépossession et inégalité de revenus 16
2.3 Une approche de l'inégalité de revenus basé sur la possession de terres 19

3 MÉTHODOLOGIE 30
3.1 Spécification des variables et les sources des données 30
3.2 Modèles économétriques 38
3.3 Statistiques descriptives 41

4 RÉSULTATS 46
4.1 Le rapport entre le déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus 46
4.2 Le rapport entre le déplacement forcé avec dépossession et l'inégalité des revenus 55
4.3 Comparaison des estimations des effets avec la méthode de double différence 63
4.4 Analyse descriptive du lien entre déplacement et inégalité dans les régions 68

5 CONCLUSIONS 84

6 ANNEXES 88

7 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 91

1 INTRODUCTION

La Colombie est un des pays avec le plus grand nombre de population déplacée en raison d'un conflit armé, d'après l'Agence des Nations unies pour les réfugiés[1]. Il s'agit d'un processus historique existant depuis les années 1960, où des groupes de guérilla, des formations paramilitaires et l'Armée colombienne se sont affrontés militairement, spécialement dans les zones rurales ; ce qui a eu des répercussions négatives sur la population civile. Une de ces conséquences est le déplacement forcé et la dépossession de terres. Des actions violentes comme les bombardements continus, les menaces de mort et les disparitions forcées, entre autres, ont provoqué la migration involontaire des personnes des municipalités touchées par le conflit, afin d'échapper aux affrontements armés. Souvent, ce déplacement forcé a été causé par la mise en œuvre des actes de violence produits avec l'objectif d'accaparer ou déposséder les terres abandonnées des migrants.

D'après Ibáñez, Moya et Velásquez[2], avant l'événement de déplacement, le chômage chez les chefs de famille des migrants était seulement de 1.7 % et 66.6 % travaillaient dans l'agriculture, étant donné qu'ils proviennent principalement des zones rurales. Toutefois, 24 % d'eux étaient analphabètes et la moyenne de leurs années de scolarité était de 5.7 ans. Quant à l'accès aux services de protection sociale, 46.6% des personnes étaient couvertes par le régime de protection médicale et 43% avaient accès au système de distribution de l'eau potable. Ces auteurs signalent que même si l'arrivée aux municipalités urbaines d'accueil améliore l'accès aux services publics, les migrants sont plus vulnérables sur le plan économique et social par rapport à la population urbaine pauvre.

Lorsque le déplacement s'est déjà produit, selon Ibáñez et al[3], le chômage chez les chefs de famille des migrants est de 16.1 %, un taux similaire à celui de la population sans abri (17.4 %) des municipalités d'accueil; et le revenu annuel moyen s'élève à 765 dollars, 50 % de baisse par rapport au revenu provenant du travail dans les municipalités d'expulsion.

---

[1] AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (UNHCR). *Global trends: Forced displacement in 2017,* 2018, p 33.
[2] IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *Hacia una política proactiva para la población desplazada*, Bogotá, Universidad de los Andes, 2006, p. 35.
[3] IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *op. cit*, p. 36.

Ces auteurs indiquent que le faible taux de scolarisation, le capital humain concentré sur les compétences agricoles, la diminution des revenus en raison du chômage et de la perte d'actifs productifs provoque une détérioration des conditions de vie et des barrières élevées à la sortie de la pauvreté.

En fait, la perte de la terre, comme le principal actif productif des migrants, a été considéré un facteur important dans la création d'un cercle vicieux de pauvreté. Ibáñez et Moya[4] affirment que le déplacement forcé génère un piège de la pauvreté dans la mesure où les ménages ont peu de probabilité de récupérer leurs biens fonciers. Dans les municipalités d'accueil, c'est le capital humain et l'accès à l'emploi et aux crédits qui leur a permis d'engager un processus de récupération et accumulation d'actifs. En conséquence, la perte d'actifs et l'exclusion du marché du travail entraînent une dégradation du bien-être des migrants.

La Commission de suivi de la politique publique sur le déplacement forcé (CSPD)[5] indique que 42.1 % des déplacés avaient des terres, dont 96.7 % ont été dépossédés. Autrement dit, les migrants se divisent en deux groupes : ceux dépossédés de leurs biens fonciers et ceux qui n'étaient pas des propriétaires soit formels soit informels. D'après le Centre National de la mémoire historique de la Colombie (CNMH)[6], ce fait indique que le déplacement forcé est un phénomène qui a été associé à des transferts violents des terres de près de la moitié de la population affectée vers des acteurs qui ont réalisé l'accaparement au milieu des conditions de vulnérabilité facilitées par le conflit armé. Ce lien expliqué par le CNMH[7] et la génération d'un piège de pauvreté signalée par Ibáñez et Moya[8] suggère la possibilité que le déplacement forcé contribue à l'augmentation de l'inégalité de revenus, sujet sur lequel la présente recherche sera développée.

---

[4] IBÁÑEZ Ana María et MOYA Andrés, Do conflicts create poverty traps? Asset losses and recovery for displaced households in Colombia. In *The economics of crime: Lessons for and from Latin America*, University of Chicago Press, 2010, pp. 137-172, p. 168.

[5] COMMISSION DE SUIVI DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LE DÉPLACEMENT FORCÉ (CSPD), *Cuantificación y valoración de las tierras y los bienes abandonados o despojados a la población desplazada en Colombia*, Bogotá, 2011, p. 6. Adresse URL http://www.acnur.org/index.php?id=837&tx_news_pi1%5Bnews%5D=5188&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&cHash=b0986dba00b3999a33476adf49b9dc47 (Site consulté le 30 avril 2018).

[6] CENTRE NATIONAL DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE DE LA COLOMBIE (CNMH), *Una nación desplazada: informe nacional del desplazamiento forzado en Colombia*, Bogotá, CNMH - UARIV, 2015, p. 52.

[7] CNMH, *Una nación…*, *op. cit.*

[8] IBÁÑEZ Ana María et MOYA Andrés, Do conflicts… *op. cit.*

Or, malgré la signature des accords de paix entre l'État colombien et la guérilla des FARC-EP, le conflit armé reste latent mais avec moins d'intensité entre les autres groupes illégaux et l'armée nationale, selon Campos[9]. Dans ce contexte, bien que les répercussions économiques du déplacement forcé et, particulièrement, de la dépossession de terres soit encore un sujet peu traité, il est nécessaire de le reprendre pour contribuer à l'analyse du développement économique et social de la Colombie, où le conflit armé a joué un rôle important. L'étude des répercussions apporte à la compréhension des problématiques économiques actuelles, ce qui est pertinent pour la conception et l'application de politiques publiques destinées à améliorer le niveau de qualité de vie affectée par le conflit armé.

Dans cette recherche, l'analyse portera sur la façon dont le déplacement forcé et la dépossession affectent l'inégalité des revenus dans les municipalités colombiennes à partir des données de 1993 et 2005[10]. L'objectif est d'évaluer l'incidence du déplacement accueilli (l'accueil de migrants dans les municipalités) sur l'inégalité et d'évaluer l'incidence du déplacement dépossédé (l'expulsion des migrants dépossédés de leurs terres), dans l'ensemble du pays et dans ses régions. Il s'agit d'une notion nouvelle qui interprète le déplacement et la dépossession comme deux phénomènes qui génèrent inégalité de revenus en Colombie, possiblement à partir des conditions économiques vulnérables des migrants produites par le déplacement forcé, et des transferts forcés de la terre, comme actif productif, provoqués par les actes de dépossession.

L'association entre déplacement, dépossession et inégalité n'a pas été étudiée. Les travaux économiques du sujet ont souvent abordé, d'une part, le déplacement à travers l'impact sur la pauvreté et la concentration de la propriété rurale ; et d'autre part, ils ont traité la dépossession en tant que perte d'actifs à travers d'analyses qualitatives et descriptives. Par conséquent, la présente recherche vise à contribuer à l'étude économique des répercussions économiques du conflit armé à partir de l'évaluation empirique de l'incidence du déplacement et la dépossession sur l'inégalité des revenus, dans un des pays les plus inégalitaires et avec le plus grand nombre de personnes déplacées en raison du conflit armé.

---

[9] CAMPOS Alfredo, « New drivers of displacement in Colombia », *Forced migration review*, vol. 56, 2017, pp. 34-35, p. 34.

[10] Elles sont les seules années avec des données disponibles sur le coefficient de Gini (indicateur de l'inégalité de revenus) au niveau de municipalité.

Ainsi, le développement de la recherche sera composé par le cadre théorique, la méthodologie et les résultats. Le premier porte sur la discussion de l'association entre l'abandon de terre et la dépossession, du lien entre déplacement forcé, dépossession et inégalité, et d'une approche de l'inégalité basée sur la possession de la terre. Dans ces trois sous-parties, des travaux académiques réalisés sur le sujet sont considérés, avec l'objectif d'identifier les éléments conceptuels et empiriques qui doivent être considérés dans l'analyse propre. La méthodologie spécifie les variables et les sources des données qui seront utilisées, les modèles qui seront estimés pour évaluer les résultats empiriques des associations, et des statistiques descriptives afin d'identifier des tendances observées sur les données.

Finalement, la partie des résultats présente l'évaluation empirique de l'association entre déplacement accueilli et inégalité, l'évaluation empirique de l'association entre déplacement dépossédé et inégalité, et une comparaison de ces évaluations à données panel avec des estimations par la méthode double différence. Cela comprend l'analyse des statistiques de 984 municipalités colombiennes en 1993 et 2005 dans l'ensemble et par région, afin de réaliser une distinction entre les impacts nationaux et les différences régionales. Ce dernier élément permettra d'approfondir la connaissance des contextes qui facilitent la possible incidence du déplacement forcé et la dépossession de terres sur l'inégalité de revenus, un sujet peu traité par la science économique.

2 CADRE THÉORIQUE

2.1 De l'abandon de terres à la dépossession

Cette recherche a l'objectif de comprendre le lien du déplacement et de la dépossession de terres avec l'inégalité de revenus, un sujet qui n'a pas encore été étudié. Ainsi, une nouvelle notion de la migration forcée avec dépossession est développée comme un phénomène économique qui peut générer l'enrichissement des personnes qui dépossèdent et l'appauvrissement des migrants. L'hypothèse centrale de cette étude se réfère à la contribution du déplacement et de la dépossession à l'augmentation de l'inégalité des revenus. Cette contribution peut être due par un processus qui favorise les revenus des personnes qui dépossèdent et diminue les revenus des déplacés.

Cette proposition sur la dimension économique de la migration forcée liée à l'inégalité peut être expliquée à partir d'un processus qui s'ouvre sur l'abandon foncier. Les municipalités reçoivent 55.4 % des migrants qui possédaient des terres en moyenne de 13.2 hectares et qui les ont abandonnées à cause du conflit armé, selon l'Enquête détaillée de ménages déplacés (EDHD-2004)[11] réalisé par Ibáñez et al.[12]. Après les faits de violence, les personnes abandonnent leurs terres pour se déplacer vers d'autres villes. D'après cette dernière étude mentionnée, la population affectée affirme que 12.8 % des terres sont contrôlées par elle directement ou indirectement, 7.2 % sont contrôlées par des groupes armés illégaux et le 80 % restant ne dispose pas d'informations.

Donc, il faut réaliser une différenciation entre l'abandon et la dépossession foncière, car il y des migrants qui ont abandonné leurs actifs mais qui n'ont pas été dépossédés. En fait, la III[13] Enquête nationale de vérification des droits de la population déplacée (ENV-2010) réalisée par la CSPD indique que 42.1 % des déplacés avaient des terres et 40.7 % sont dépossédés d'elles. C'est-à-dire, environ la moitié de migrants était propriétaire —formel et

[11] Malheureusement, une petite partie seulement des données produites par cette enquête sont accessibles au public. Elle se trouve sur le site internet du Centre d'Études sur le Développement Économique de l'Universidad de los Andes en Colombie.
[12] IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *op. cit.* p. 8.
[13] Les deux enquêtes précédentes ont été réalisées en 2007 et 2008.

informel— du principal actif productif de leur lieu d'origine et la plupart d'eux a été obligé de le quitter au moment du déplacement.

Ce rapport entre déplacement forcé et dépossession émerge dans contexte caractérisé par des conditions sociales vulnérables. Ezquerro[14], Ojeda et al.[15], Feldman et Geisler[16], Hagan et Kaiser[17], Greenbaum[18], South[19] et Gómez[20] partagent une analyse qualitative qui tente d'expliquer la façon dont un contexte d'exclusion sociale des communautés rurales contribue à l'apparition de migrations forcées et d'actes de dépossession à cause d'événements de violence. Pour eux, ce contexte permet que des habitants privilégiés exercent une domination économique sur des groupes sociaux vulnérables pour son faible niveau de revenus, où il est possible de réaliser des actes de violence qui la dépossession après la migration. Dans le cas colombien, cette idée est renforcée par le fait que 63 %[21] des ménages affectés par la migration forcé ont leur lieu d'origine dans le milieu rural.

En outre, Ansoms et Hilhorst[22], Duarte et Cotte[23], Mora[24] et, Ibáñez et Querubín[25] soulignent la dépossession de terres comme un événement relatif à la perte d'actifs qui peut favoriser économiquement aux habitants qui exproprient et qui défavorise l'accès aux moyens de production des groupes victimes. Le lien de ce phénomène avec le déplacement forcé est

---

[14] EZQUERRO-CAÑETE Arturo, « Poisoned, dispossessed and excluded: A critique of the neoliberal soy regime in Paraguay », *Journal of Agrarian Change*, vol. 16, 2016, pp. 702-710.
[15] OJEDA Diana, PETZL Jennifer, QUIROGA Catalina, RODRÍGUEZ Ana et ROJAS Guillermo, « Paisajes del despojo cotidiano: acaparamiento de tierra y agua en Montes de María, Colombia », *Revista de Estudios Sociales*, 2015, nº 54, pp. 107-119.
[16] FELDMAN Shelley et GEISLER Charles, « Land expropriation and displacement in Bangladesh », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 39, 2012, pp. 971-993.
[17] HAGAN John et KAISER Joshua, « The displaced and dispossessed of Darfur: explaining the sources of a continuing state-led genocide », *The British journal of sociology*, vol. 62, 2011, pp. 1-25.
[18] GREENBAUM Susan, « Poverty and the willful destruction of social capital: displacement and dispossession in African American communities », *Rethinking Marxism*, vol. 20, 2008, pp. 42-54.
[19] SOUTH Ashley, *Displacement and dispossession: Forced migration and land rights in Burma*, Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE), Geneva, 2007.
[20] GÓMEZ-ISA Felipe, « El desplazamiento forzado de los pueblos indígenas en Colombia », *Anuario español de derecho internacional*, vol. 30, 2014, pp. 431-455.
[21] CSPD et CODHES, *op. cit.*, p. 21.
[22] ANSOMS An et HILHORST Thea, *Losing your land: Dispossession in the great lakes*, Woodbridge, James Currey, 2014.
[23] DUARTE-ROJAS Aura María et COTTE-POVEDA Alexander, « Conflicto armado, despojo de tierras y actividad ganadera: Indagando entre el testimonio no oficial y las cifras estatales en el Departamento del Meta-Colombia », *Iberoamerican journal of development studies*, vol. 3, 2014, pp. 32-57.
[24] MORA Andrés, « Conflicto, violencia socioeconómica y desplazamiento forzado en Colombia », *Cuadernos de Economía*, vol. 32, 2013, pp. 721-754.
[25] IBÁÑEZ Ana María et QUERUBÍN Pablo, « Acceso a tierras y desplazamiento forzado en Colombia », *Documento CEDE*, nº 23, 2004, pp. 1-114.

étudié de la même manière que les autres auteurs, c'est-à-dire à partir des actes de violence qui génèrent la fuite des populations rurales et qui servent pour mettre à disposition des terrains abandonnés utiles pour les acteurs dépossédeurs. Cette appréciation du rapport entre les deux phénomènes lié à des intérêts économiques est un point de départ pour la contribution de cette recherche à élargir la perspective économique du sujet.

La plupart des travaux précédemment nommés analysent des études de cas relatives au milieu rural de l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du sud. Ces lieux partagent la richesse de ressources naturelles qui favorise le développement d'activités agricoles, d'élevage et minières, ce qui mette en compétition des paysannes avec des grandes entreprises pour l'exploitation des ressources. D'après le CNMH[26], en Colombie il y a des zones où l'expulsion en moyenne de 10000 migrants forcés qui ont abandonné leurs terres coïncide avec de 10 à 27 concessions pour de l'exploitation de charbon. Il s'agit d'une situation conflictuelle entre ces deux groupes d'habitants à cause de la distribution des moyens de production, spécialement des biens fonciers.

Dans le cas colombien, la migration apparaît comme un produit d'actes violents afin de libérer les terrains des ménages ruraux et les utiliser pour l'expansion militaire et le développement d'activités économiques de grandes entreprises. Duarte et Cotte[27], Gómez[28], Mora[29] et, Ojeda et al.[30] indiquent que la dépossession après l'abandon de terres causé par le déplacement forcé facilite les projets d'infrastructure, exploitation minière, agro-industrielle et d'hydrocarbures qui exigent des grandes extensions de terrains pour être mise en œuvre. De plus, le CNMH[31] présente une coïncidence de 1994 à 2013 entre une hausse du taux d'abandon foncier et l'augmentation de transferts d'elles deux ans après. Cette idée réaffirme l'identité économique des deux phénomènes en question et donne une raison de penser qu'ils peuvent contribuer à l'inégalité.

---

[26] CNMH, *Una nación…*, *op. cit.*, p. 259.
[27] DUARTE-ROJAS Aura María et COTTE-POVEDA Alexander, o*p. cit.*
[28] GÓMEZ-ISA Felipe, o*p. cit.*
[29] MORA Andrés, o*p. cit.*
[30] OJEDA Diana et al., o*p. cit.*
[31] CNMH, *Tierras y conflictos rurales. Historia, políticas agrarias y protagonistas*, Bogotá, CNMH, 2016, p. 400.

2.2 Déplacement forcé, dépossession et inégalité de revenus

Il a été expliqué la façon dont l'abandon de terres est lié à la dépossession de 40.7 % des migrants colombiens, selon les chiffres du rapport de la CSPD[32]. Cet abandon ouvre le processus par lequel la migration forcée et la dépossession peuvent augmenter l'inégalité. C'est la séparation entre le bien foncier comme actif productif et le migrant qui permet au déplacement forcé d'avoir un rapport avec le changement du niveau de revenus. De manière plus importante, lorsque le déplacement est accompagné de dépossession ; autrement dit, lorsque l'abandon foncier devienne dépossession, ce changement peut être plus fort. Cette idée peut être due au fait que l'accaparement des biens fonciers constitue la perte d'actifs pour les déplacés et la diminution de revenus, tandis qu'il s'agit d'une augmentation d'actifs pour les personnes qui dépossèdent.

Ainsi, la notion économique de la dépossession est associée au changement dans la possession d'actifs productifs qui peut avoir des implications différentiées sur les niveaux des revenus des personnes lésées et des personnes favorisées. En fait, Buvinic, Das Gupta, Casabonne et Verwimp[33], Brewer[34] et Caicedo[35] expliquent, à travers de données qualitatives, que la perte d'actifs et de revenus des migrants augmente les conditions sociales d'inégalité, c'est-à-dire les rend plus vulnérables par rapport aux autres personnes. Alors que les acteurs qui accaparent les terres abandonnées sont privilégiés dans un contexte d'inégalité relatif à l'accès et contrôle de cette ressource. Donc, il pourrait y avoir deux conséquences sur l'inégalité : les limitations des revenus pour les déplacés et l'augmentation du contrôle des biens fonciers pour ceux qui dépossèdent.

La dépossession change la distribution de la terre, l'actif productif plus important dans les zones affectées par le déplacement forcé. Murphy[36] avec Ibáñez et Muñoz[37] montrent un

---

[32] CSPD, *op. cit.*, p. 6.
[33] BUVINIC Mayra, DAS GUPTA Monica, CASABONNE Ursula et VERWIMP Philip, *Violent conflict and gender inequality: An overview*, The World Bank, 2013.
[34] BREWER Rose, « 21st-Century Capitalism, Austerity, and Black Economic Dispossession », *Souls*, vol. 14, 2012, pp. 227-239.
[35] CAICEDO FERNÁNDEZ Alhena, « Vida campesina y modelo de desarrollo: configuraciones de despojo/privilegio en el norte del Cauca », *Revista Colombiana de Antropología*, vol. 53, 2017, pp. 59-89.

[36] MURPHY Daniel, « Booms and busts: asset dynamics, disaster, and the politics of wealth in rural Mongolia », *Economic Anthropology*, vol. 1, 2014, pp. 104-123.

rapport positif entre le déplacement forcé et la concentration de la propriété rurale, lié à l'augmentation de terrains supplémentaires par des personnes déjà propriétaires. En d'autres termes, le déplacement forcé provoque l'abandon des biens fonciers qui facilite la concentration de propriétés rurales à travers la dépossession. Ce phénomène peut changer la distribution de la terre par l'augmentation de la tenure de ceux qui accaparent et par la diminution de la tenure des migrants.

La migration et le changement de la propriété rurale provoquent la variation des conditions économiques. Das, Haldar, Das, et Mitra[38], Ibáñez et Velásquez[39], Murshed et Gates[40], avec Suescún[41] comparent les conditions économiques des migrants avec celles des non-migrants. Ces travaux reconnaissent quantitativement les conséquences négatives des personnes déplacées forcées pour l'accès à l'emploi et l'obtention de revenus dans les lieux d'arrivée, ce qui aboutit à une situation structurelle d'appauvrissement. Ainsi, la migration devienne un événement avec des répercussions à long terme, car les déplacées n'ont que peu de possibilités d'améliorer leur qualité de vie.

Inclus, Fiala[42] et Ibáñez[43] présentent les résultats des enquêtes qui permettent d'obtenir des données quantitatives sur ces conditions économiques comparatives entre les personnes affectées par la migration forcée et celles qui ne le sont pas. Le premier travail mesure l'inégalité des chances quant à l'emploi et l'éducation chez les deux groupes et trouve que les non-migrants présentent des niveaux beaucoup plus supérieurs de stabilité économique. Parallèlement, l'autre étude montre que la variation négative de l'accès à l'accumulation de capital physique associé à la terre et de capital humain affectent négativement les niveaux de

[37] IBÁÑEZ Ana María et MUÑOZ Juan Carlos, « The persistence of land concentration in Colombia: what happened between 2000 and 2009? », in BERGSMO Morten, RODRÍGUEZ César, KALMANOVITZ Pablo et SAFFON María (ed.), *Distributive justice in transitions*, Torkel Opsahl Academic Epublisher, 2010, p. 279-310.
[38] DAS Tuhin, HALDAR Sushil, DAS Ivy et MITRA Sudakhina, « Conflict, Displacement, and Inequality of Opportunity », *Asian Journal of Peacebuilding*, vol. 4, 2016, pp. 137-159.
[39] IBÁÑEZ Ana María et VELÁSQUEZ Andrea, « Identifying victims of civil conflicts: An evaluation of forced displaced households in Colombia », *Journal of Peace Research*, vol. 46, 2009, pp. 431-451.
[40] MURSHED Mansoob et GATES Scott, « Spatial–horizontal inequality and the Maoist insurgency in Nepal », *Review of development economics*, vol. 9, 2005, pp. 121-134.
[41] SUESCÚN Carlos, « La inercia de la estructura agraria en Colombia: determinantes recientes de la concentración de la tierra mediante un enfoque espacial », *Cuadernos de Economía*, vol. 32, 2013, pp. 653-682.
[42] FIALA Nathan, « Economic consequences of forced displacement », *The Journal of Development Studies*, vol. 51, 2015, pp. 1275-1293.
[43] IBÁÑEZ Ana María, « Forced displacement in Colombia: Magnitude and causes », *The Economics of Peace and Security Journal*, vol. 4, 2009, pp. 48-54.

revenus des déplacés. Ces deux idées permettent d'associer la migration avec dépossession et la diminution des revenus.

Le pas de la migration forcée avec dépossession à l'inégalité peut être dû aux changements différenciés des revenus entre les migrants accueillis et les personnes qui sont favorisées par la dépossession. Pour Ibáñez et al.[44], Suescún[45] et Justino[46] les conditions des ménages affectés par la migration violente se caractérisent par un revenu annuel inférieur à celui de la population pauvre, une importante perte d'actifs et une restreinte capacité de les récupérer en raison des limitées possibilités d'emploi dans les municipalités d'arrivée. Selon eux, la migration et les transferts violents de la terre provoquent une augmentation de la pauvreté qui peut avoir des effets sur l'inégalité de revenus.

Cette perte d'actifs générateurs de revenus pour les migrants et le processus contraire pour ceux qui dépossèdent peuvent porter sur des changements des facteurs de production qui jouent un rôle important dans l'inégalité de revenus. Davies et Shorrocks[47], Carter et Barret[48], Bertola[49] avec Fields[50] considèrent que les variations des actifs productifs expliquent en grande partie les changements des revenus individuelles. Pour ces derniers trois travaux, les interactions et différences entre les revenus des individus et les facteurs de production expliquent la distribution des revenus et la pauvreté dans une économie. Ils constituent des contributions pour comprendre la façon dont le déplacement forcé avec dépossession d'actifs peut contribuer à l'inégalité des revenus.

---

[44] IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *op. cit*.
[45] SUESCÚN Carlos, o*p. cit.*
[46] JUSTINO Patricia, « Poverty and violent conflict: A micro-level perspective on the causes and duration of warfare », *Journal of Peace Research*, vol. 46, 2009, pp. 315-333.
[47] DAVIES James et SHORROCKS Anthony, « The distribution of wealth », in ATKINSON Anthony et BOURGUIGNON François (org.), *Handbook of income distribution*, vol. 1, Amsterdam, Elsevier, 2000, pp. 605-675.
[48] CARTER Michael et BARRET Christopher, « The economics of poverty traps and persistent poverty: an asset-based approach », *Journal of Development Studies*, vol. 42, 2006, pp. 178-199.
[49] BERTOLA Giuseppe, « Macroeconomics of distribution and growth », in ATKINSON Anthony et BOURGUIGNON François (org.), *Handbook of income distribution*, vol. 1, Amsterdam, Elsevier, 2000, pp. 477-540.
[50] FIELDS Gary, « Inequality in dual economy models », *The Economic Journal*, vol. 103, 1993, pp. 1228-1235.

2.3 Une approche de l'inégalité de revenus basé sur la possession de terres

Les études présentées précédemment montrent la migration forcée comme un phénomène qui affecte les victimes du conflit armé qui sont expulsées par la violence de leurs lieux d'origine et qui sont accueillies dans des lieux d'arrivée où elles n'ont pas leurs actifs productifs. L'abandon de la terre qui est le principal actif des migrants suppose grandes difficultés pour l'obtention des revenus dans les municipalités d'arrivée, ce qui provoque, entre d'autres causes, une situation d'appauvrissement. En plus, cette migration est souvent accompagnée par la dépossession des biens fonciers abandonnés, ce qui veut dire un transfert de cet actif qui appauvrit les déplacés accueillis et enrichit les habitants qui dépossèdent.

L'analyse empirique de cette recherche ne vise qu'à évaluer l'incidence du déplacement et la dépossession sur l'inégalité, puisqu'il n'existe pas des données sur les changements des revenus individuelles nécessaires pour comparer l'augmentation des revenus des bénéficiaires de la dépossession avec la diminution des revenus des migrants accueillis dans une municipalité. Donc, l'objectif de l'approche qui va être expliquée n'est que d'analyser les possibles raisons sous-jacentes à la contribution du déplacement avec dépossession de terres sur l'inégalité. La perspective théorique centrale est basée sur l'appauvrissement et l'enrichissement qui peuvent être provoqués par les phénomènes d'intérêt.

La notion de migration avec dépossession est liée à sa caractéristique économique qui concerne le changement des différences des revenus provoqué par le transfert de la terre des migrants vers des personnes qui dépossèdent. Autrement dit, une notion qui génère une augmentation des disparités des revenus entre les habitants d'une municipalité, parmi lesquels figurent des déplacés accueillis appauvris par la dépossession de biens fonciers et par l'abandon du capital humain associé au travail agricole, et des personnes enrichies par dépossession.

Il s'agit de considérer le déplacement forcé et la dépossession comme des phénomènes économiques qui engendrent des inégalités. Les deux sont souvent perçus par d'autres travaux comme des événements qui rendent encore plus pauvres les migrants, par exemple

Ibáñez et al.[51] montrent la migration forcé comme génératrice des pièges de la pauvreté et la dépossession comme la perte d'actifs. Cependant, les deux phénomènes en question ne sont pas considérés pour évaluer la façon dont leur impact peut augmenter l'inégalité. Le présent travail vise précisément à analyser la migration avec dépossession comme une problématique avec un effet qui peut être différentié sur les revenus.

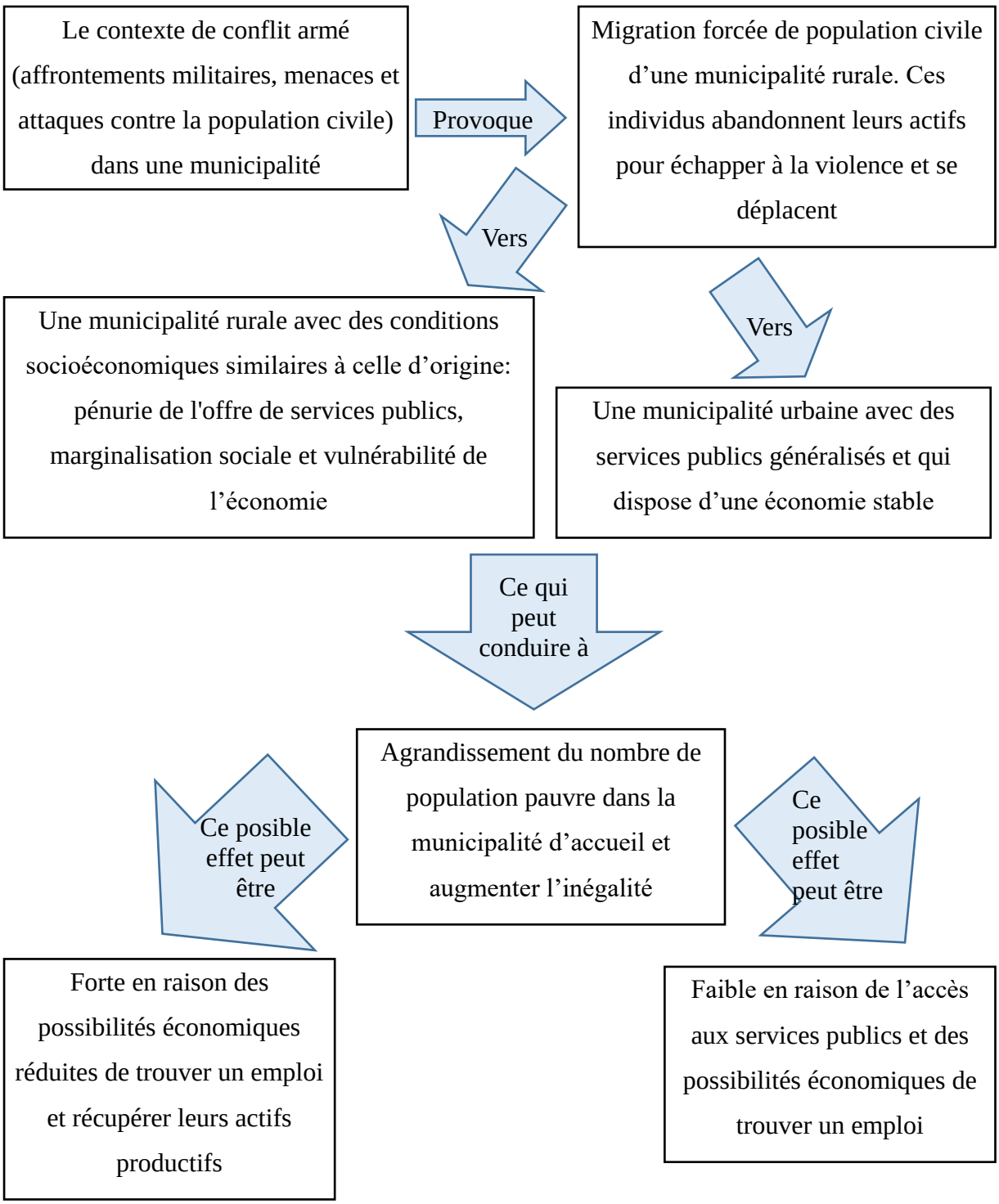
D'après Ibáñez et Moya[52], tous les départements colombiens sont affectés par le déplacement forcé, à partir de l'expulsion et l'accueil des migrants au même temps. Pour cette recherche, la migration accueillie dans une municipalité est le premier phénomène intéressant, et elle constitue les déplacés appauvris qui sont accueillis après avoir été expulsés d'un autre lieu. Par contre, la migration dépossédée expulsée d'une municipalité vers une autre est le deuxième phénomène d'intérêt ; elle peut indiquer l'importance de l'accaparement de terres réalisé par d'habitants qui se sont enrichies, étant donné qu'il n'y a pas des données quantitatives sur eux.

L'hypothèse de l'association entre le déplacement forcé et la distribution de revenus peut être expliquée par l'appauvrissement des migrants accueillis dans une municipalité. Le travail d'Ibáñez[53] montre qu'en général, les conditions des ménages affectés par la migration violente se caractérisent par un revenu annuel inférieur à celui de la population pauvre, une importante perte d'actifs et une restreinte capacité de les récupérer en raison des possibilités limitées d'emploi dans les municipalités d'arrivée. En conséquence, il est possible de penser que cette situation vulnérable en termes économiques des personnes déplacées puisse conduire à une diminution de la participation de leurs revenus dans l'économie colombienne. La figure 1 montre le mécanisme par lequel le déplacement peut contribuer à l'inégalité de revenus dans les municipalités d'accueil.

---

[51] IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *op. cit*.
[52] IBÁÑEZ Ana María et MOYA Andrés, *La población desplazada en Colombia: examen de sus condiciones socioeconómicas y análisis de las políticas actuales*, Bogotá, Departamento Nacional de Planeación, 2007, p. 30.
[53] IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento forzoso en Colombia: un camino sin retorno hacia la pobreza*, Bogotá, Ediciones Uniandes, 2008.

Figure 1 - Processus par lequel le déplacement accueilli peut augmenter l'inégalité de revenus



Source : Élaboration propre.

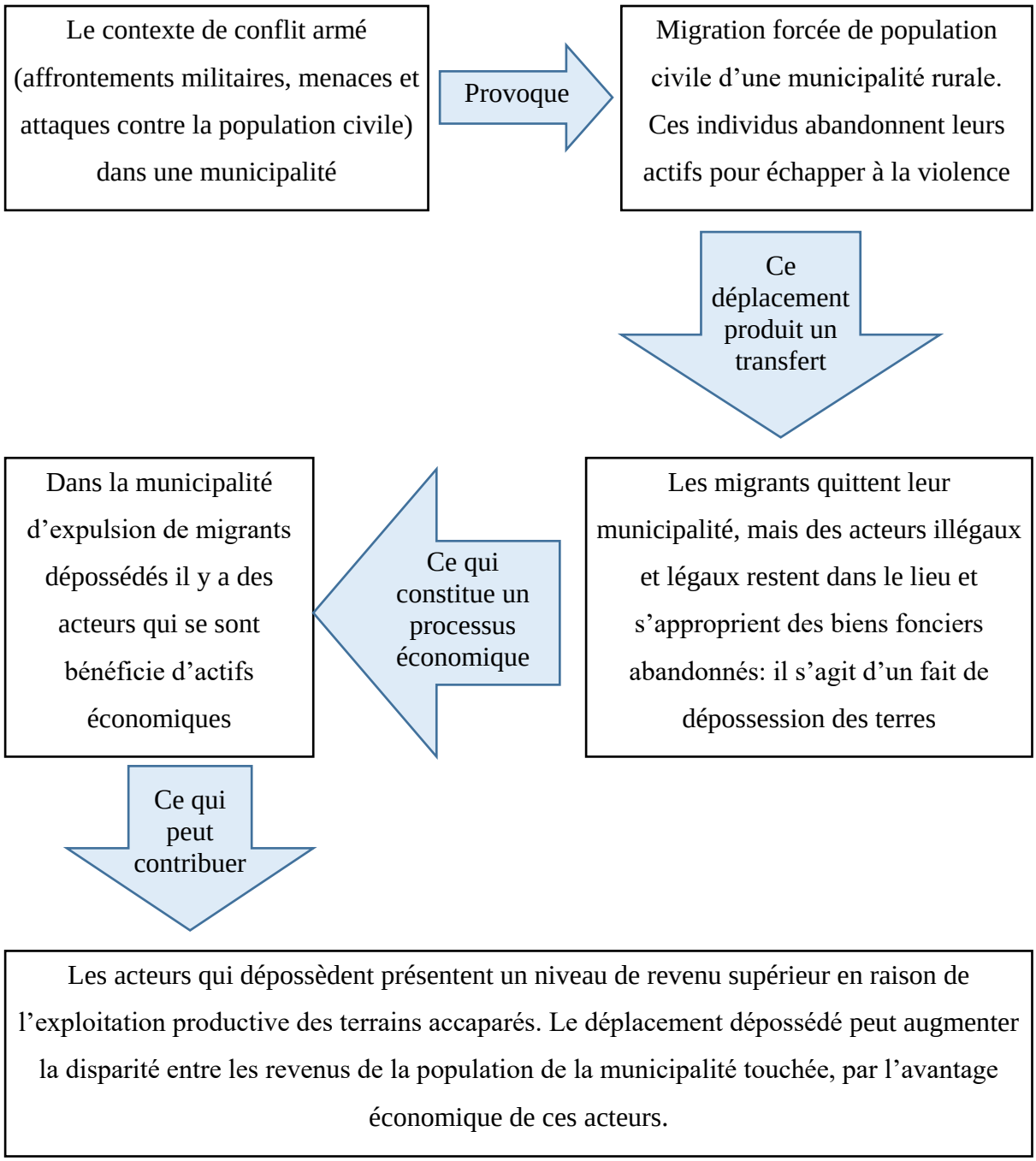
Dans le cas colombien, le CNMH[54] et Grajales[55] signalent qu'en général, la dépossession de terres est réalisée sous la pression des groupes armés associés au narcotrafic, où particulièrement les paramilitaires agissent avec l'appui d'acteurs sociaux, économiques et politiques non armés, y compris des notaires et des entreprises du secteur primaire de l'économie. Ainsi, l'affectation d'une localité par faits de déplacement forcé avec dépossession peut contribuer à l'inégalité de revenus à travers l'appauvrissement et l'enrichissement, suivant ces deux notions utilisées par Fields[56].

Il est possible de trouver dans la migration un processus d'appauvrissement des migrants et un d'enrichissement de ceux qui ont dépossédé se produisent. Les déplacés forcés ont des obstacles pour la génération de revenus et sont pris dans un piège de la pauvreté, selon les résultats empiriques d'Ibáñez[57]. Le processus contraire, c'est-à-dire l'enrichissement, peut être expliqué par le fait que l'acquisition de nouveaux actifs générateurs de revenus permet aux acteurs qui provoquent la dépossession, l'augmentation de leurs revenus. Ce postulat théorique se réfère donc au possible accroissement de l'inégalité par le déplacement avec dépossession, à travers la diminution des revenus de la population migrante et l'augmentation des revenus des habitants favorisés par la dépossession de terres. La figure 2 présente le mécanisme par lequel le déplacement dépossédé peut contribuer à l'inégalité de revenus dans les municipalités d'expulsion.

---

[54] CNMH, *Una nación…*, *op. cit.*
[55] GRAJALES Jacobo, « The rifle and the title: paramilitary violence, land grab and land control in Colombia », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, 2011, p. 771-792.
[56] FIELDS Gary, *op. cit.*
[57] IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento…, op. cit.*

Figure 2 - Processus par lequel le déplacement dépossédé peut augmenter l'inégalité de revenus



Source : Élaboration propre.

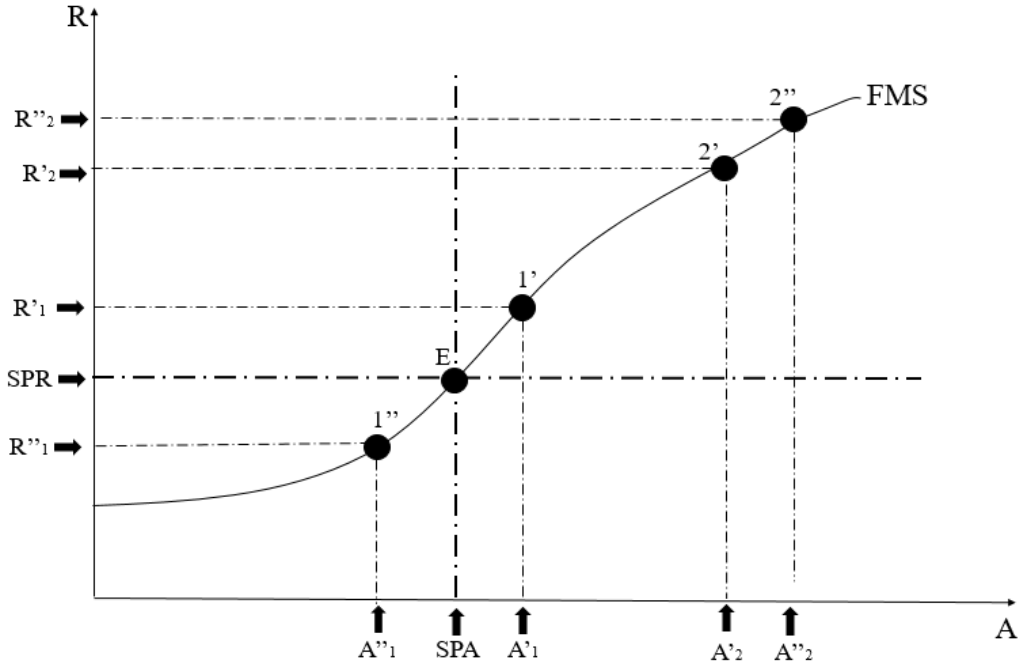
En partant de l'approche basée sur les actifs travaillée par Carter et Barret[58], ces deux processus caractérisés par la perte et l'acquisition de terres, en tant qu'actif productif, peuvent être analysés. D'une part, la perte des actifs des migrants cause une diminution de leur accumulation, ce qui constitue, selon Ibáñez et Querubín[59], une baisse de leur niveau de revenu à travers le pas d'une situation où les revenus étaient supérieurs au seuil de pauvreté à une structurelle, car ils sont pris dans un piège de la pauvreté. D'autre part, l'acquisition d'actifs de la part de ceux qui ont provoqué la dépossession peut provoquer une augmentation de leur accumulation, ce qui possiblement engendre une augmentation du niveau de revenus. Ainsi, le déplacement accueilli peut montrer le changement de revenus des migrants, tandis que le déplacement avec dépossession peut signaler la variation des revenus des bénéficiaires de la dépossession.

La figure 3 montre la façon illustrative dont ces deux processus peuvent changer la distribution de revenus dans une municipalité, à travers des changements sur l'accumulation d'actifs. En premier lieu, l'axe vertical indique le niveau des revenus (R) divisé par le seuil de la pauvreté des revenus (SPR)[60], et contienne le niveau des revenus des migrants accueillis (R_1) et des habitants qui dépossèdent (R_2) avant (R'_1 et R'_2, respectivement) et après le déplacement forcé (R''_1 et R''_2, respectivement). L'axe horizontal signale le niveau des actifs générateurs de revenus (A) divisé par le seuil de la pauvreté des actifs (SPA)[61], et contienne le niveau des actifs des déplacés accueillis (A_1) et des bénéficiaires de la dépossession (A_2) avant (A'_1 et A'_2, respectivement) et après le déplacement forcé (A''_1 et A''_2, respectivement). En dernier lieu, la relation entre le rendement économique des actifs et le niveau des revenus est présentée par la fonction des moyens de subsistance (FMS). Pour Carter et May[62], cette fonction se réfère au niveau du revenu fourni par la mise en œuvre des actifs productifs.

---

[58] CARTER Michael et BARRET, *op. cit.*
[59] IBÁÑEZ Ana María et QUERUBÍN Pablo, *op. cit.*
[60] Il est le niveau de revenu au-dessous duquel une personne est considéré comme pauvre.
[61] Il est le niveau d'actifs productifs au-dessous duquel une personne est considéré comme pauvre.
[62] CARTER Michael et MAY Julian, « Poverty, livelihood and class in rural South Africa », *World Development*, vol. 27, 1999, pp. 1-20.

Figure 3 – Représentation graphique des variations d'actifs par le déplacement forcé et la dépossession



Source : Élaboration propre à partir de l'approche basée sur les actifs, créé par Carter et Barret[63].

Tableau 1 – Explication des termes de la figure 3

Signification des termes
R : Niveau des revenus.
SPR : Seuil de la pauvreté des revenus.
A : Niveau des actifs productifs ou générateurs de revenus.
SPA : Seuil de la pauvreté des actifs.
FMS : Fonction des moyens de subsistance.
R'$_1$: Niveau des revenus des migrants accueillis avant le déplacement forcé.
R''$_1$: Niveau des revenus des migrants accueillis après le déplacement forcé.
R'$_2$: Niveau des revenus des habitants qui dépossèdent avant la dépossession.
R''$_2$: Niveau des revenus des habitants qui dépossèdent après la dépossession.
A'$_1$: Niveau des actifs des migrants accueillis avant le déplacement forcé.
A''$_1$: Niveau des actifs des migrants accueillis après le déplacement forcé.

[63] CARTER Michael et BARRET, *op. cit.* Ces auteurs expliquent que la FMS n'est pas concave comme la théorie microéconomique l'a généralement affirmé. Ils signalent que les revenus produits par les actifs productifs peuvent générer des rendements croissants.

A'_2 : Niveau des actifs des habitants qui dépossèdent avant la dépossession.

A''_2 : Niveau des actifs des habitants qui dépossèdent après la dépossession.

E : Niveau d'actifs qui produit le niveau de revenu égal au seuil de la pauvreté.

1' : Situation des migrants accueillis avant le déplacement forcé.

1'' : Situation des migrants accueillis après le déplacement forcé.

2' : Situation des habitants qui dépossèdent avant la dépossession.

2'' : Situation des habitants qui dépossèdent après la dépossession.

Source : Élaboration propre.

Les changements sur l'accumulation d'actifs provoqués par le déplacement forcé et la dépossession sont également indiqués sur la figure 3 et expliqués par le tableau 1. Partant du point E qui signale le niveau d'actifs qui produit le niveau de revenu égal au seuil de la pauvreté, le point 1' représente la situation des migrants avant le déplacement forcé, où leur niveau de revenus et d'actifs était inférieur à celui des résidents qui dépossèdent mais supérieur au seuil de pauvreté. Le changement de cette situation est présentée par le point 1'', où la perte des actifs productifs génère une diminution des actifs et des revenus au-dessous du seuil de pauvreté, car le déplacement provoque que les déplacés soient pris dans un piège de la pauvreté structurelle dans la municipalité d'arrivée.

Quant aux résidents qui dépossèdent, leurs changements sont donnés par les points 2. La situation initiale de ces acteurs 2' expose un niveau d'actifs et de revenus bien supérieur à celui des migrants, expliquée par le fait que, selon la Commission Nationale de réparation et Réconciliation de la Colombie (CNRR)[64], ils avaient un statut économique privilégié à cause de, dans certains cas, leurs actions armées liées au narcotrafic et, dans les autres cas, leurs activités agricoles et minières à grande échelle. Après la réalisation de la dépossession, le point 2'' révèle une augmentation du niveau des actifs et des revenus qui peut ne pas être forte, puisque les nouveaux actifs acquis sont peu nombreux par rapport au niveau des actifs déjà accumulés dans le cadre de l'analyse de la situation initiale. Par contre, le changement du niveau de revenus et d'actifs des déplacés est fort, puisqu'ils n'avaient que ces actifs.

[64] COMMISSION NATIONALE DE RÉPARATION ET RÉCONCILIATION DE LA COLOMBIE (CNRR), *El despojo de tierras y territorios. Aproximación conceptual*, Bogotá, 2009, p. 70.

Les approches théoriques de Bertola[65] et de Fields[66] contribuent à illustrer la façon dont l'appauvrissement des personnes déplacées et l'enrichissement de ceux qui dépossèdent peuvent être deux processus qui affectent l'inégalité économique. Le groupe des migrants accueillis (1) et celui des résidents qui dépossèdent (2) ont un niveau de revenu (R_1 et R_2, respectivement) qui est déterminé de manière positive par les rendements (w) de leur force de travail (L) et par ceux (r) des unités du facteur d'accumulation d'actifs (K). En plus, la quantité des déplacés (N_1) est supérieure à celle des acteurs qui dépossèdent (N_2), mais la proportion des revenus totale (R) que les premiers reçoivent (β) est inférieure à celle des deuxièmes (1-β). Donc, les revenus et la relation entre ceux-ci (D') avant la migration peuvent être présentés de la manière suivante :

Génération des revenus ➡ $R_1 = r K_1 + w L_1$

$R_2 = r K_2 + w L_2$

Distribution des revenus ➡ N_1 reçoit $R_1 = \beta * R$

N_2 reçoit $R_2 = (1-\beta) * R$, avec $(1-\beta) > \beta$

Donc $R_1 < R_2$

Inégalité ➡ $D = (R_1 / R_2)$ où $D \epsilon (0,1)$

Quand $D \approx 1$, il existe une relation égalitaire car $R_1 = R_2$.

Quand $D \approx 0$, il existe une relation extrêmement inégale car $R_1 = 0$.

Étant donné que $R_1 < R_2$ alors $0 < D' < 1$.

Si la quantité de travail et les rendements sont traités de manière exogène ($\Delta (w, r, L_1, L_2) = 0$), l'incidence de la variation de la possession de la terre ($\Delta (K_1, K_2)$), produite par la migration et la dépossession, sur les niveaux de revenu de chaque groupe peut être illustré de la manière suivante :

---

[65] BERTOLA Giuseppe, *op. cit.*, p. 481.
[66] FIELDS Gary, *op. cit.*, p. 1229.

Effets du déplacement et la dépossession sur les revenus ➡

$\Delta K_1 < 0$ donc $\Delta R_1 < 0$ et par conséquent $\Delta \beta < 0$

$\Delta K_2 > 0$ donc $\Delta R_2 > 0$ et par conséquent $\Delta (1-\beta) > 0$

En d'autres termes :

$\downarrow R_1 = r \downarrow K_1 + w L_1$ et $\uparrow R_2 = r \uparrow K_2 + w L_2$

Et l'incidence théorique de la variation de la possession de la terre sur l'inégalité de revenus (D'') peut être :

Effets du déplacement et la dépossession sur l'inégalité ➡

N_1 reçoit $\downarrow R_1 = \downarrow \beta * R$ et N_2 reçoit $\uparrow R_2 = \uparrow (1-\beta) * R$

Avec $\Delta [(1-\beta) - \beta] > 0$ donc $\Delta (R_2 - R_1) > 0$

Ainsi, $\downarrow D = (\downarrow R_1 / \uparrow R_2)$ où $D \in (0,1)$

C'est-à-dire $\Delta D < 0$ en raison de $\Delta R_1 < 0$ et $\Delta R_2 > 0$

Enfin, (relation plus inégale) $0 < D'' < D' < 1$ (relation plus égale).

Selon l'analyse précédente, la migration forcé et la dépossession peut impliquer une relation plus inégale (D'' > D') entre les revenus des migrants (R_1) et des habitants qui dépossèdent (R_2). L'abandon des terres du premier groupe ($\Delta K_1 < 0$) peut générer, à travers la réduction de son revenu ($\Delta R_1 < 0$), une baisse de sa participation ($\Delta \beta < 0$) dans le revenu total. Par contre, la participation des revenus du deuxième groupe peut augmenter ($\Delta (1-\beta) > 0$). Cette augmentation de l'inégalité peut être provoquée, simultanément, par l'appauvrissement du premier groupe ($\Delta R_1 < 0$) et l'enrichissement du deuxième ($\Delta R_2 > 0$). Ainsi, le résultat final est présenté par le fait que la relation des revenus initiale était moins inégale (D') que celle provoqué par la migration et la dépossession (D''). Il s'agit d'un processus générateur d'inégalité qui commence par l'expulsion et l'accueil des déplacés, produit une variation de la possession de la terre à travers les actes de dépossession qui nuisent les migrants et bénéficie à ceux qui dépossèdent, et se termine par l'augmentation des différences des revenus.

En matière de l'analyse empirique de cette recherche, cette approche théorique n'est qu'utile pour identifier les raisons sous-jacentes au possible effet du déplacement forcé et de la dépossession sur l'inégalité de revenus. Étant donné qu'il n'existe pas des données sur les

changements des revenus des résidents qui dépossèdent, il n'est pas possible de comparer directement la distribution des revenus dans les municipalités touchées. Par conséquent, comme cela a été indiqué au début de l'explication de cette approche, le lien entre celle-ci et l'analyse empirique est basé sur l'évaluation de la corrélation entre l'inégalité de revenus représenté par le coefficient de Gini, la quantité de migration accueilli et la quantité de migration expulsé dépossédé qui peut représenter l'importance des habitants qui dépossèdent dans une municipalité.

3 MÉTHODOLOGIE

3.1 Spécification des variables et les sources des données

La démarche quantitative de cette recherche consiste à estimer statistiquement des modèles économiques afin d'identifier et de tester l'existence d'une association entre le déplacement forcé, la dépossession de terres et l'inégalité de revenus. Ainsi, il faut utiliser les outils de l'économétrie pour mesurer la significativité économique et statistique de ces relations, dans le but de répondre aux deux objectifs secondaires : (1) évaluer l'incidence du déplacement forcé accueilli (accueil de migrants) sur l'inégalité de revenus dans les municipalités colombiennes, et (2) évaluer l'incidence du déplacement dépossédé (expulsion de déplacés dépossédés de terres) sur l'inégalité de revenus dans les municipalités colombiennes. Cela corresponde à identifier la façon dont déplacement forcé et la dépossession affectent l'inégalité de revenus en Colombie et ses régions, ce qui est l'objectif principale de cette recherche.

Toutefois, les limites de la base de données constituent des limitations pour l'obtention des résultats concluants. L'utilisation des municipalités comme unité d'observation des données implique réaliser des estimations économétriques basées sur les municipalités et exclure les caractéristiques individuelles qui pourraient être importantes pour évaluer les changements des revenus. Cette limitation est due au manque de données individuelles des migrants et des acteurs qui les ont dépossédés de leurs terres. En conséquence, les hypothèses relatives à l'accroissement de l'inégalité par l'appauvrissement des déplacés et par l'enrichissement de ceux qui dépossèdent ne peuvent pas être testées empiriquement, car il serait nécessaire considérer des données individuelles sur les changements des revenus des deux groupes d'agents.

Cette analyse inclue deux variables d'intérêt : le déplacement accueilli et le déplacement dépossédé. Le premier constitue l'arrivée de population, touchée par la violence du conflit armé, dans une municipalité. Par contraste, le deuxième comprend l'exode d'habitants, qui ont été touchés par l'accaparement de leurs terrains, hors d'une municipalité. Ils sont deux phénomènes du déplacement forcé différenciés par le type de processus, un d'arrivée et l'autre de départ, et le type de migrants, un englobe tous et l'autre ne comporte que les

dépossédés. L'importance de cette distinction réside dans leur probable impact spécifié sur l'inégalité, car il se peut que l'effet du premier soit inférieur en raison de la stabilisation économique des migrants à leur arrivée à des municipalités urbaines avec des conditions favorables d'emploi et des services publics. Quant à la première variable, il aurait été approprié ne considérer que la population dépossédée accueilli, mais contrairement à la deuxième variable, il n'y a pas des données en question.

Le déplacement accueilli sera une approximation à l'analyse de l'appauvrissement des migrants, tandis que le déplacement dépossédé sera une approximation à l'analyse de l'enrichissement de ceux qui dépossèdent. Quant au premier phénomène, Ibáñez[67] a déjà montré avec des données résultantes de son Enquête EDHD-2004 la baisse structurelle des revenus des migrants après l'événement de déplacement forcé à cause de la dévalorisation du capital humain et l'abandon d'actifs productifs. Ce travail académique permet de considérer que les déplacés accueillis dans les municipalités ont un niveau faible de revenus qui signale une situation d'appauvrissement.

En ce qui concerne l'enrichissement, les analyses qualitatives du CNMH[68] signalent l'utilisation des terres dépossédées pour l'expansion des activités économiques (narcotrafic, exploitation minière et culture du palmier à huile, principalement) de ceux qui se sont favorisés par les transferts forcés des terres. Cette accumulation de biens foncier, et donc de revenus, par dépossession peut expliquer l'association entre dépossession et inégalité. Empiriquement cet enrichissement sera approximé à travers l'ampleur de l'expulsion des migrants dépossédés des municipalités, étant donné qu'il n'y a pas de données précises sur les personnes qui ont accaparé les terres. D'après le CNMH[69], la plupart des déclarations des victimes n'informent pas concernant les présumés responsables de la dépossession par crainte de représailles. Par conséquent, avec les données existantes, c'est supposé que l'existence de déplacés dépossédés est liée à un fait d'enrichissement par concentration de terres accaparées dans les municipalités qui ont expulsé ces migrants.

---

[67] IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento…, op. cit.*, p. 89.
[68] CNMH, *Una nación…*, *op. cit.*, p. 186.
[69] *Ibid*, p. 313.

Quant aux données des migrants accueillis et des migrants expulsés dépossédés des municipalités, il existe une sous-estimation des statistiques qui limite aussi les résultats. Selon le CNMH[70], il y a une disparité entre les chiffres des personnes déplacées du Registre Unique des victimes (RUV), consolidé par l'État colombien, et ceux du Comité consultatif pour les droits humains et le déplacement (CODHES) qui sont supérieurs. Mais cette recherche va utiliser les données du RUV compilées par le Centre d'études sur le développement Économique de l'Université de los Andes (CEDE)[71], car elles sont classifiées par année et municipalité, tandis que le CODHES présente les données totales du pays par année.

Parallèlement, Ibáñez et al.[72] indiquent que le taux de non-enregistrement des déplacés est de 30 % par les obstacles administratifs relatifs à la réalisation de démarches compliquées, la peur de témoigner par crainte de représailles, la méconnaissance des procédures nécessaires et la peur d'être renvoyés de force. Ces obstacles pour l'enregistrement de la population affectée constituent une sous-estimation des résultats de l'analyse économétrique de l'impact des deux phénomènes, dans la mesure où l'ampleur du phénomène est supérieure à celle montré par les statistiques. Il y a un nombre inconnu de migrants qui n'est pas considéré par les données publiques, ce qui provoque une distorsion dans les variables d'intérêts fondées sur le nombre d'individus touchés par le déplacement forcé.

Les variables d'intérêt sont trois : le coefficient de Gini, le déplacement accueilli et le déplacement dépossédé. La première est la variable dépendante qui constitue un indicateur qui mesure le niveau d'inégalité de revenus. La deuxième variable est indépendante est se réfère aux personnes qui arrivent à une municipalité d'accueil pour échapper à la violence présentée dans leur lieux d'origine. Et le déplacement dépossédé qui est une variable indépendante, indique les personnes qui sont expulsés de leur municipalités d'origine après d'avoir être forcés à quitter leurs terres.

Les données du déplacement dépossédé de cette dernière variable sont obtenues du rapport de CSPD[73] sur son III Enquête nationale de Vérification des droits de la population déplacée (ENV-2010). Ce document spécifie le pourcentage des ménages qui ont été forcés

---

[70] *Ibid*, p. 325.
[71] Adresse URL https://datoscede.uniandes.edu.co/observatorio.php (Site consulté le 20 juin 2017).
[72] IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *op. cit.*, p. 78.
[73] CSPD, *op. cit.*, p. 3.

d'abandonner, vendre ou transférer leurs terres à d'autres personnes au moment du déplacement entre les années 1980 et 2010. Ces données présentent les limitations suivantes : elles sont une moyenne qui ne fait pas état des variations entre 1993 et 2005, qui sont les deux années étudiées par cette recherche ; sont une moyenne qui est présentée pour six groupes de départements qui ne fait qu'état des variations entre les six groupes, et exclut les variations entre les municipalités qui est l'unité d'observation de cette recherche[74] ; et les données sont sous-estimés, car il y a une situation de non-enregistrement des migrants par la peur de témoigner, ce qui signifie un obstacle des variables d'intérêts pour inclure l'ampleur totale du déplacement forcé.

Avec les limitations signalées précédemment, cette recherche a opté pour utiliser ces données, car elles sont les seules qui ont été publiées. À cette fin, la variable déplacement dépossédé a été construite avec les données du CSPD quant au pourcentage de dépossession et du CEDE quant aux migrants expulsés. D'abord, le pourcentage de ménages avec des terres dépossédées a été alloué à chaque municipalité selon l'appartenance de son département dans les six groupes, par exemple les municipalités des départements du Groupe 1 ont le même pourcentage de dépossession qui est 43.2%. Deuxièmement, ce pourcentage a été multiplié par le nombre de migrants expulsés de chaque municipalité. De cette manière, la variable déplacement dépossédé est signalé une variabilité par municipalité et par année d'après le pourcentage de dépossession de la quantité de déplacés expulsés.

Il y a aussi des limites en ce qui concerne la quantité étudiée d'années et de municipalités. L'analyse sera réalisée avec deux points dans le temps : 1993 et 2005, étant donné que le Département Administratif National de statistique de la Colombie (DANE) n'a publié que le coefficient de Gini au niveau municipal pour ces deux années. Également, 984 municipalités seront utilisées dans l'analyse des 1119 municipalités totales de la Colombie, car il n'y a que

[74] Groupe 1 : Antioquia et Chocó avec 43.2 % des ménages dépossédées. Groupe 2 : Bolívar, Córdoba, Sucre et Atlántico avec 36,7 % des ménages dépossédées. Groupe 3 : Magdalena, Cesar, La Guajira et Norte de Santander avec 26.9 % des ménages. Groupe 4 : Cauca, Nariño, Putumayo, Caquetá et Buenaventura avec 52.1 % des ménages. Groupe 5 : Tolima, Huila, Cundinamarca, Bogotá, Boyacá, Santander, Valle del Cauca, Caldas, Risaralda et Quindío avec 36.0 %. Et Groupe 6 : Meta, Arauca, Guaviare, Casanare, Vichada, Vaupés, Guainía et Amazonas avec 49.5 %. *Ibid*, p. 8.

des données sur 984 localités. De cette manière, 87.9 %[75] des localités colombiennes seront incluses dans les estimations économétriques.

Dans le cas de l'évaluation des différences régionales, l'analyse est composée de deux groupes des régions afin de considérer un nombre suffisant d'observations statistiques. Le premier constitué par les régions caraïbe[76] et centrale[77], avec 864 données ; et le deuxième constitué par les régions orientale[78] et pacifique[79], avec 1102 données. Ce dernier se caractérise par une quantité plus faible de migrants accueillis et de migrants expulsés dépossédés par rapport au premier groupe, ce qui est observé dans la présentation des statistiques descriptives par région (Annexe 1, 2, 3 et 4). Bogotá, la capitale du pays, est exclue de l'analyse régionale en raison des importantes des différences en termes des statistiques des variables, par rapport aux régions (Annexe 5).

Quant aux variables de contrôle des estimations empiriques, notamment les paramètres relatifs à l'éducation et les dépenses publiques jouent un rôle important comme explicatives de l'inégalité[80]. Makreshanska[81], Suanes[82], Kus et Fan[83], et Morley[84], entre autres auteurs, utilisent ces variables de contrôle dans leurs travaux sur l'inégalité de revenus. En général, ces

---

[75] Ce chiffre est résultat de la proportion entre le nombre de municipalités qui ont des données de tous les variables statistiques et le nombre total de municipalités de la Colombie : (984/1119)*100.

[76] Elle est composée par les départements suivants : Atlántico, Bolívar, Cesar, Córdoba, Sucre, Magdalena et La Guajira.

[77] Elle est composée par les départements suivants : Caldas, Risaralda, Quindío, Tolima, Huila, Caquetá et Antioquia.

[78] Elle est composée par les départements suivants : Norte de Santander, Santander, Boyacá, Cundinamarca et Meta.

[79] Elle est composée par les départements suivants : Chocó, Cauca, Nariño et Valle.
Selon la distribution régionale du pays constituée par l'information régionale du DANE. Adresse URL https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/informacion-regional (Site consulté le 17 octobre 2018).

[80] L'inflation et le PIB ont été aussi signalés comme des variables importantes mais cette recherche ne les considérera pas. Le premier est un indicateur qui n'a pas été publié au niveau municipal et le deuxième présente deux difficultés : il n'a pas de données publiées en 1993 et près de 175 municipalités ont des chiffres manquants en 2005.

[81] MAKRESHANSKA Suzana, « Fiscal decentralization and income inequality. Cross section analysis of central and southeastern European countries », *Economic Development*, vol. 17, 2015, pp. 245-260, p. 253.

[82] SUANES Macarena, « Inversión extranjera directa y desigualdad de los ingresos en América Latina. Un análisis sectorial », *Revista CEPAL*, vol. 118, 2016, pp. 49-66, p. 58.

[83] KUS Basak et FAN Wen, « Financialisation and income inequality in OECD nations: 1995-2007 », *The economic and social review*, vol. 43, nº 4, 2013, pp. 477-495. KUS Basak et FAN Wen, « Financialisation and income inequality in OECD nations: 1995-2007 », *The economic and social review*, vol. 43, 2013, pp. 477-495, p. 203.

[84] MORLEY Samuel, *The income distribution problem in Latin America and the Caribbean*, Santiago, United Nations Publications, 2001, p. 111.

variables ont été fréquemment utilisées dans les estimations, car la théorie économique les a reconnus comme facteurs explicatifs de la disparité de revenus. Ainsi, souvent des niveaux élevés des dépenses publiques et de l'éducation sont associés à la diminution d'inégalité. Particulièrement, cette recherche a l'hypothèse que les municipalités avec un niveau supérieur de dépenses publiques et d'éducation ont un effet inférieur du déplacement accueilli sur l'inégalité.

Par ailleurs, d'après les données en 2005 du CEDE[85], 86 % des municipalités touchées par le déplacement forcé ont expulsé et accueilli au même temps des individus, c'est pourquoi les variables d'intérêt agissent aussi en tant que variables de contrôle. Lorsque le déplacement accueilli est la variable d'intérêt, le déplacement expulsé est une variable de contrôle pour considérer son effet sur l'inégalité, et à l'inverse. Comme cela a déjà été expliqué dans la partie théorique, ces deux phénomènes sont différents mais liés. La disparité des revenus dans une municipalité qui reçoit population déplacée peut être concernée par des cas d'expulsion de population liés à des situations de dépossession de terrains. Autrement dit, l'exemple de cette municipalité peut inclure au même temps deux effets sur l'inégalité : l'appauvrissement associé aux migrants reçus et l'enrichissement attaché à ceux expulsés qui avaient des terres accaparés par d'autres acteurs.

Le tableau 2 présente la description et les sources des variables qui seront utilisées dans l'évaluation empirique. En ce qui concerne la variable dépendante, le coefficient de Gini a été choisi, car il est le seul indicateur de l'inégalité de revenus mesuré au niveau municipal en Colombie et ses données ont été fournies par le DANE[86]. Il conviendrait de réaliser aussi une analyse d'inégalité à partir du rapport interdécile D9/D1 pour comparer l'évolution des deux déciles qui pourraient inclure les migrants et les acteurs qui dépossèdent, mais il n'y a pas de données individuelles de revenu publiées au niveau municipal[87]. Quant aux données des variables explicatives d'intérêt liées au déplacement forcé, elles sont obtenues du CEDE. Et la variable déplacement dépossédé est une construction propre à partir des données sur la

[85] Adresse URL https://datoscede.uniandes.edu.co/observatorio.php (Site consulté le 14 juillet 2018).
[86] Adresse URL https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema (Site consulté le 14 janvier 2017).
[87] D'après Gasparini, Cicowiez et Sosa, cet indicateur compare la valeur supérieure du neuvième décile, ou le 10 % de personnes ayant le revenu le plus élevé, avec la valeur inférieur du premier décile, ou le 10% de personnes ayant le revenu le plus bas.
GASPARINI, Leonardo; CICOWIEZ, Martín; SOSA ESCUDERO, Walter. *Pobreza y desigualdad en América Latina*, Temas Grupo Editorial, 2012, p. 27.

quantité de personnes déplacées expulsées signalé par le CEDE et le pourcentage moyen de dépossession signalé par CSPD.

L'année, les dépenses publiques et l'éducation sont des variables de contrôle de tous les modèles à estimer. Ces variables sont considérées pour éviter un biais dans l'effet estimé des paramètres explicatifs sur l'inégalité, qui peut être provoqué par l'exclusion d'autres paramètres qui incident sur la variable dépendante. Donc, les variables de contrôle sont ces autres variables cruciales, car des niveaux supérieurs de dépenses publiques et d'éducation peuvent diminuer le niveau d'inégalité. Parallèlement, l'année est considérée pour éviter un biais provoqué par la différentiation entre le contexte économique en 1993 et en 2005.

Tableau 2 – Description des variables statistiques

Variable	Fonction	Description	Source	Périodicité	Type
Gini	Dépendante.	Coefficient de Gini de la distribution des revenus. Il varie entre 0 et 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie une inégalité totale.	DANE.	Annuelle.	Quantitative et continue.
Déplacement accueilli	Indépendante.	Nombre de migrants accueillis.	CEDE.	Annuelle.	Quantitative et discrète.
Déplacement dépossédé	Indépendante.	Nombre de migrants expulsés et dépossédés de leurs terres.	Variable construite par l'auteure, à partir des données du CEDE sur la quantité de migrants expulsés et de la CSPD sur	Annuelle.	Quantitative et discrète.

			le pourcentage de dépossession.		
Déplacement expulsé	Contrôle.	Nombre de migrants expulsés.	CEDE.	Annuelle.	Quantitative et discrète.
Dépenses	De contrôle.	Dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens.	CEDE.	Annuelle.	Quantitative et continue.
Éducation	De contrôle.	Pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement.	CEDE.	Annuelle.	Quantitative et continue.
Année	De contrôle.	Variable du temps qui ne peut prendre que deux modalités : 1 pour 2005 et 0 pour 1993.	Variable de construction propre.	Annuelle.	Qualitative, dummy et ordinale.
Treat1	Explicative.	Variable qui prend la valeur 1 pour le groupe de traitement (municipalités qui n'ont pas accueilli des migrants en 1993 mais qui l'ont fait en 2005), et 0 pour le groupe de contrôle (celles qui	Variable construite par l'auteure.	Annuelle.	Qualitative, dummy et nominale.

		ne l'ont pas fait en 1993 et en 2005).			
Treat2	Explicative.	Variable qui prend la valeur 1 pour le groupe de traitement (municipalités qui n'ont pas expulsé des migrants dépossédés en 1993 mais qui l'ont fait en 2005), et 0 pour le groupe de contrôle (celles qui ne l'ont pas fait en 1993 et en 2005).	Variable construite par l'auteure.	Annuelle.	Qualitative, dummy et nominale.

Source : Élaboration propre.

3.2 Modèles économétriques

Pour l'évaluation des incidences du déplacement accueilli et du déplacement dépossédé, la spécification générale des modèles en données de panel paraît bien adaptée. Dans ce cas, les modèles possèdent deux dimensions : une pour les municipalités de la Colombie qui sont l'unité d'observation, et une pour les deux années qui seront analysées (1993 et 2005). Également, l'évaluation d'impact à partir de la méthode double différence sera réalisée avec l'objectif de comparer les résultats avec ceux des modèles en données panel. Il est nécessaire d'effectuer cette évaluation car elle permet de différencier le niveau d'inégalité entre les municipalités touchées par ces phénomènes d'intérêt (ou groupe de traitement) et celles qui n'ont pas été touchées (ou groupe de comparaison). Sous cet angle, cette méthode sera appliquée pour estimer le possible impact du déplacement accueilli et du déplacement expulsé avec dépossession.

Par conséquent, l'analyse quantitative se place dans ce cadre en postulant cinq modèles économétriques : trois modèles en données panel et deux modèles estimés par la méthode double différence[88]. Un modèle sur l'association entre déplacement accueilli et inégalité, pour évaluer l'incidence de l'appauvrissement des migrants. Le deuxième sur le rapport entre le déplacement accueilli dans les municipalités supérieures au 75e percentile, pour évaluer la contribution du niveau des dépenses publiques dans l'atténuation de l'incidence du déplacement accueilli sur l'inégalité[89]. Le troisième sur l'association entre déplacement dépossédé et inégalité, pour évaluer l'incidence de l'enrichissement par dépossession. Le quatrième et cinquième estiment l'influence du déplacement accueilli et dépossédé par la méthode de double différence. Les modèles économétriques qui seront estimés sont les suivants :

$$Gini_{it} = \alpha + \delta_1 \text{deplacement accueilli}_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it} \qquad (A)$$

$Gini_i = \alpha + \delta_1 \text{deplacement accueilli}_i + \beta X_i + u_i + e_i$ avec dépenses publiques > 295283[90] (B)[91]

$$Gini_{it} = \alpha + \delta_1 \text{deplacement depossede}_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it} \qquad (C)$$

$$Gini_{it} = \alpha + \delta_1 Annee_{it} + \delta_2 Treat1_{it} + \delta_3 Annee_{it} * Treat1_{it} + \beta X_{it} + e_{it} \qquad (D)$$

Groupe de traitement : Municipalités sans déplacement accueilli en 1993 et avec déplacement accueilli en 2005.

Groupe de contrôle : Municipalités sans déplacement accueilli en 1993 et en 2005.

$$Gini_{it} = \alpha + \delta_1 Annee_{it} + \delta_2 Treat2_{it} + \delta_3 Annee_{it} * Treat2_{it} + \beta X_{it} + e_{it} \qquad (E)$$

---

[88] Selon Gertler, Martinez, Premand, Rawlings et Vermeersch, « La double différence combine donc les deux contrefactuels contrefaits (comparaisons avant-après et comparaisons avec-sans entre les participants et les non participants) pour produire une meilleure estimation du contrefactuel. ».
GERTLER Paul, MARTINEZ Sebastian, PREMAND Patrick, RAWLINGS Laura et VERMEERSCH Christel, *L'évaluation d'impact en pratique*, Washington DC, Banque Mondiale, 2011, p. 96.

[89] Lorsqu'une personne doit quitter forcément sa municipalité d'origine pour sauver sa vie, elle émigre vers une municipalité prospère ou moins touchée par le conflit armé. Donc ce modèle vise à estimer l'incidence des migrants accueillis dans de municipalités prospères représentées par un niveau de dépenses publiques supérieur au 75e percentile.

[90] Valeur du 75e percentile.

[91] Ce modèle sera estimé seulement avec les données en 2005, car cette année présente un nombre de migrants supérieure à celui en 1993.

Groupe de traitement : Municipalités sans déplacement dépossédé en 1993 et avec déplacement dépossédé en 2005.
Groupe de contrôle : Municipalités sans déplacement dépossédé en 1993 et en 2005.

Où :

- $Gini_{it}$ désigne la variable dépendante qui se réfère à l'inégalité des revenus de la municipalité i à la date t,
- α indique la constante du modèle,
- Déplacement $accueilli_{it}$ représente la variable indépendante d'intérêt concernant le déplacement forcé accueilli dans la municipalité i à la date t,
- Déplacement $dépossédé_{it}$ représente la variable indépendante d'intérêt concernant le déplacement forcé expulsé dépossédé dans la municipalité i à la date t,
- Annee est une variable indicatrice (dummy) qui permette de sélectionner l'année qui sera analysée. Donc, elle prend la valeur 1 pour 2005 et la valeur 0 pour 1993,
- Treat est une variable indicatrice (dummy) qui permette de sélectionner le groupe de municipalités qui sera analysée. Donc, elle prend la valeur 1 pour le groupe de traitement et la valeur 0 pour le groupe de contrôle,
- Année*Treat est aussi une variable indicatrice (dummy) qui mesure l'effet du phénomène d'intérêt. Donc, elle prend la valeur 1 pour le groupe de traitement en 2005 et la valeur 0 pour le groupe de contrôle dans les deux années et le groupe de traitement en 1993.
- δ_1, δ_2, δ_3 et β sont deux vecteurs de paramètres qui vont permettre d'estimer l'impact des variables indépendantes sur la variable dépendante,
- X_{it} est le vecteur des variables de contrôle de la municipalité i à la date t, y compris l'éducation, les dépenses publiques et l'année. Le déplacement expulsé est inclus dans l'équation A et B, et le déplacement accueilli est dans l'équation C en tant que variable de contrôle,
- u_i signale un effet individuel qui capte l'effet des déterminants non observés, propres à chaque municipalité et invariants dans le temps ; et
- e_{it} constitue un terme d'erreur supposé non-corrélé aux variables indépendantes.

3.3 Statistiques descriptives

Le tableau 3 présente les statistiques descriptives de la variable dépendante, des variables indépendantes et des variables de contrôle des modèles qui seront estimés à données panel. Pour la plupart des variables il y a 1043 observations, sauf pour la variable éducation qui a 984 ; c'est pourquoi les modèles économétriques à données panel seront estimés avec 984 observations pour chaque année, car le paramètre éducation est un déterminant important de l'inégalité économique. De cette manière, dans l'analyse de l'ensemble du pays, les données en 1993 et 2005 de 984 municipalités seront considérés dans les modèles économétriques et l'échantillon va être équilibré car les données des variables ont une dimension similaire.

Tableau 3 – Statistiques descriptives des modèles (A), (B) et (C)

Année	Statistique	Variables				
		Gini	Déplacement accueilli	Déplacement dépossédé	Éducation	Dépenses publiques
1993	Observations	1.043	1.043	1.043	984	1.043
	Moyenne	0,4564	34,79	16,21	26,41	61989,31
	Écart-type	0,0378	182,13	84,93	4,84	21194,5
	Minimum	0,3572	0	0	12,33	27246,2
	Maximum	0,5334	4171	1551	42,55	146319,3
2005	Observations	1.043	1.043	1.043	984	1.043
	Moyenne	0,4540	412,43	152,24	28,46	255910,7
	Écart-type	0,0343	1742,3	344,77	4,29	62998,5
	Minimum	0,3943	0	0	15,80	132045,8
	Maximum	0,5681	35863	3588	43,89	585448,4

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

L'année 2005 par rapport à l'année 1993 présente des niveaux élevés de déplacement accueilli, déplacement dépossédé, éducation et dépenses publiques. Selon les données de la moyenne, l'accueil et la dépossession de migrants présentent des niveaux très élevés en 2005, ce qui montre l'augmentation de la violence cette année-là. Les niveaux d'éducation et des

dépenses publiques peuvent avoir une incidence sur le niveau constante de l'inégalité. Ainsi, l'année 2005 est caractérisée par l'augmentation de la violence dans le conflit armé et par des niveaux supérieurs d'éducation et dépenses publiques.

Les tableaux 4 et 5 présentent les statistiques descriptives des groupes de traitement et de comparaison des modèles qui seront estimés par la méthode de double différence. Quant à modèle (D), pour la plupart des variables il y a 103 municipalités d'observations dans le groupe de contrôle et 309 municipalités dans le groupe de traitement, sauf pour la variable éducation qui a 289. C'est pourquoi l'estimation de l'impact à doubles différences sera estimée avec 578 observations en total, car le paramètre éducation est un déterminant important de l'inégalité économique.

Tableau 4 – Statistiques descriptives du modèle (D)

Groupe	**Statistique**	**Variables**			
		Gini	**Déplacement accueilli**	**Éducation**	**Dépenses**
Contrôle	Observations	206	206	206	206
	Moyenne	0,4648	0	25,51	165044,1
	Écart-type	0,0378	0	3,80	111430,9
	Minimum	0,4137	0	12,33	30258,07
	Maximum	0,5334	0	35,19	405194,4
Traitement	Observations	618	618	578	618
	Moyenne	0,4575	44,25	26,68	157891,8
	Écart-type	0.0371	254,07	4,32	107146
	Minimum	0,3572	0	15,79	27246,2
	Maximum	0,5681	5040	42,40	432870,4

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Concernant le modèle (E), le nombre de municipalités qui seront analysées pour l'estimation de l'impact est un peu inférieur à celui du (D). Ce modèle va considérer 77 municipalités de contrôle et 266 municipalités de traitement. Dans les deux modèles il y a une différence importante entre le niveau des dépenses publiques du groupe de traitement et celui du groupe de contrôle, où ce dernier est supérieur. Cette situation peut limiter les résultats des

estimations, car la méthode de double différence établit que les deux groupes doivent avoir des caractéristiques de contrôle similaires.

Tableau 5 – Statistiques descriptives du modèle (E)

Groupe	**Statistique**	**Variables**			
		Gini	**Déplacement dépossédé**	**Éducation**	**Dépenses**
Contrôle	Observations	156	156	154	156
	Moyenne	0,4544	0	27,19	182203,8
	Écart-type	0,0385	0	4,01	119406,5
	Minimum	0,388	0	16,62	30258,07
	Maximum	0,5334	0	36,51	405194,4
Traitement	Observations	572	572	532	572
	Moyenne	0,4525	15,01	27,36	165064,1
	Écart-type	0,0373	71,09	4,65	110690,5
	Minimum	0,3572	0	2,41	29033,46
	Maximum	0,5681	1006	43,89	432870,4

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

La méthode de doubles différences requiert que les municipalités de contrôle et de traitement n'aient pas des différences statistiquement importantes sur les variables qui peuvent avoir une contribution à l'inégalité comme l'éducation et les dépenses publiques. D'après Gertler et al., « Dès lors, lorsque nous utilisons la méthode de la double différence, nous devons postuler qu'en l'absence du programme, le résultat du groupe de traitement aurait évolué en parallèle à celui du groupe de comparaison. »[92]. Autrement dit, il faut évaluer la significativité statistique des différences des moyennes des variables qui peuvent biaiser le résultat entre le groupe de traitement et celui de comparaison dans chaque impact à estimer.

[92] GERTLER Paul et al, *op. cit.*, p. 99.

Tableau 6 – Significativité des différences des variables de contrôle du modèle (D)

Variable	Groupe	Observations	Moyenne	Erreur type	Écart type	95 % intervalle de confiance
Éducation	Contrôle	206	25,51	0,26	3,80	24,99 26,03
	Traitement	578	26,68	0,18	4,32	
	Différence		-1,17	0,34		-1,84 -50,11
	Différence = moyenne (comparaison) – moyenne (traitement) H_0 : diff = 0 t= -3,43					
Dépenses publiques	Contrôle	206	165044,1	7763,757	111430,9	149737,1 180351,2
	Traitement	618	157891,8	4310,04	107146	149427,6 166355,9
	Différence		7152,35	8707,34		-9938,88 24243,59
	Différence = moyenne (comparaison) – moyenne (traitement) H_0 : diff = 0 t= 0,82					

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Les tableaux 6 et 7 présentent les résultats de la significativité statistique des différences des moyennes des variables qui peuvent biaiser le résultat entre le groupe de traitement et celui de comparaison dans chaque modèle. Les résultats de l'évaluation du modèle E paraît rejeter la significativité statistique des différences des moyennes en éducation et dépenses publiques, étant donné que l'hypothèse nulle H_0 ne peut pas être rejetée pour $-2 < t < 2$. Cependant, la différence de moyennes de l'éducation dans le modèle D paraît montrer un possible rejet de l'hypothèse nulle à cause du t=-3,43 qui favorise le groupe de traitement.

Tableau 7 – Significativité des différences des variables de contrôle du modèle (E)

Variable	Groupe	Observations	Moyenne	Erreur type	Écart type	95 % intervalle de confiance
Éducation	Contrôle	154	27,19	0,32	4,01	26,55 27,83
	Traitement	532	27,36	0,20	4,65	26,97 27,76
	Différence		-0,17	0,41		-0,98 0,64
	Différence = moyenne (comparaison) – moyenne (traitement) H_0 : diff = 0 t= -0,41					
Dépenses publiques	Contrôle	156	182203,8	9560,17	119406,5	163318,8 201088,9
	Traitement	572	165064,1	4628,20	110690,5	155973,7 174154,4
	Différence		17139,78	4178,81		-2828,81 37108,37
	Différence = moyenne (comparaison) – moyenne (traitement) H_0 : diff = 0 t= 1,68					

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

4 RÉSULTATS

Des modèles empiriques vont être testés pour montrer la contribution du déplacement forcé avec dépossession dans les municipalités colombiennes. La première partie évalue l'incidence de l'accueil de migrants sur l'inégalité et réalise une différenciation de l'incidence selon le niveau de dépenses des municipalités. La deuxième partie évalue l'incidence de l'expulsion de déplacés dépossédés sur l'inégalité, afin d'analyser les répercussions de la dépossession dans les municipalités affectées. La troisième partie réalise une même évaluation du déplacement accueilli et du déplacement dépossédé à travers de la méthode de double différence pour établir une comparaison avec les résultats des estimations à données panel. Ce travail finalise avec l'analyse descriptive des liens entre les variables selon deux groupes des régions, y compris le groupe des régions centrale et caraïbe, et le groupe des régions orientale et pacifique. Ces résultats vont permettre d'évaluer l'association entre déplacement, dépossession et inégalité de revenus en Colombie.

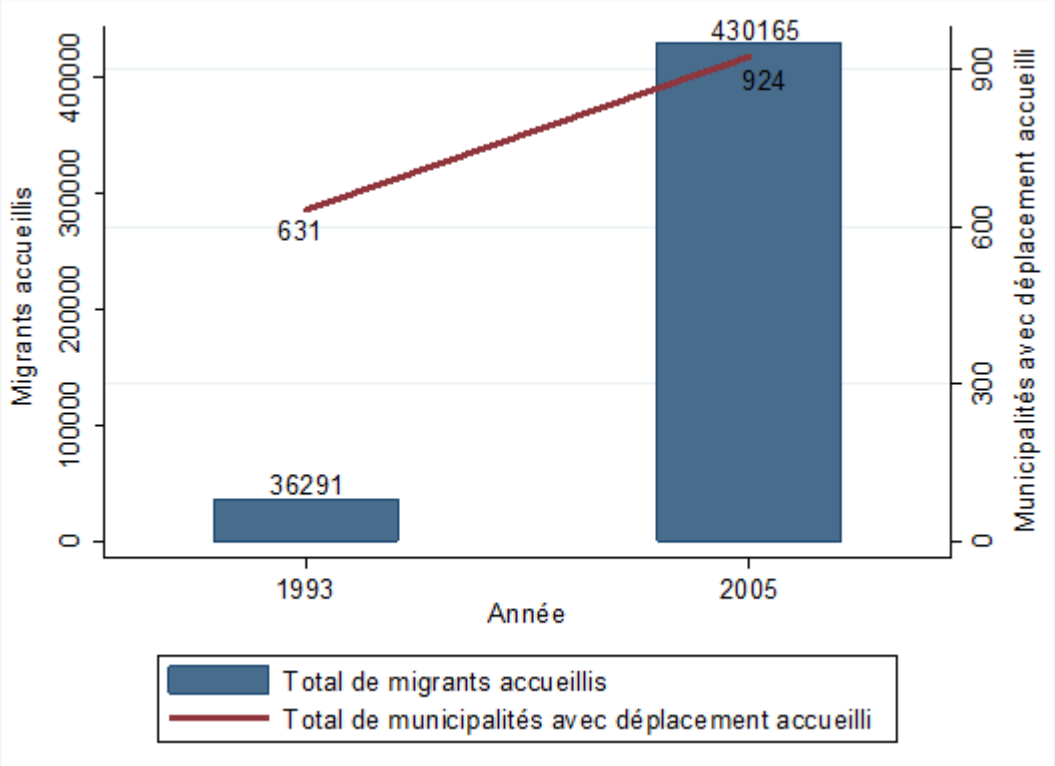
4.1 Le rapport entre le déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus

Le déplacement forcé est un phénomène socio-économique croissant de 1993 à 2005 : la figure 4 présente une forte augmentation (1085.3 %[93]) des migrants. En plus, les municipalités touchées par ce phénomène ont aussi augmenté, mais dans une faible proportion (46.4 %[94]) par rapport au chiffre antérieur ; c'est-à-dire qu'en comparaison avec l'année 1993, le déplacement forcé a affecté plus de personnes et de municipalités en 2005. Cette aggravation du phénomène a pu être provoquée par l'intensification du conflit armé à partir du 2002, le CNMH[95] explique qu'après l'arrivée du gouvernement d'Alvaro Uribe Velez en 2002, l'escalade du conflit a affecté la stabilité territoriale des personnes qui vivaient dans des zones rurales. Selon cette institution, l'augmentation des affrontements militaires

[93] Calcul propre. Ce pourcentage correspond au taux de croissance des personnes déplacées accueillies entre 1993 et 2005 qui a été calculé à partir de la formule suivante : ((430165-36291)/36291)*100.
[94] Calcul propre. Ce pourcentage correspond au taux de croissance entre 1993 et 2005 des municipalités qui ont accueilli des personnes déplacées. Il a été calculé à partir de la formule suivante : ((924-631)/631)*100.
[95] CNMH, *Una nación desplazada… op. cit.*, p. 99.

entre les guérillas et les forces armées « a provoqué le déplacement forcé le plus important qui ait jamais été enregistré dans l'histoire contemporaine de la Colombie. »[96].

Figure 4 – Migrants accueillis et les municipalités d'accueil en Colombie en 1993 et 2005



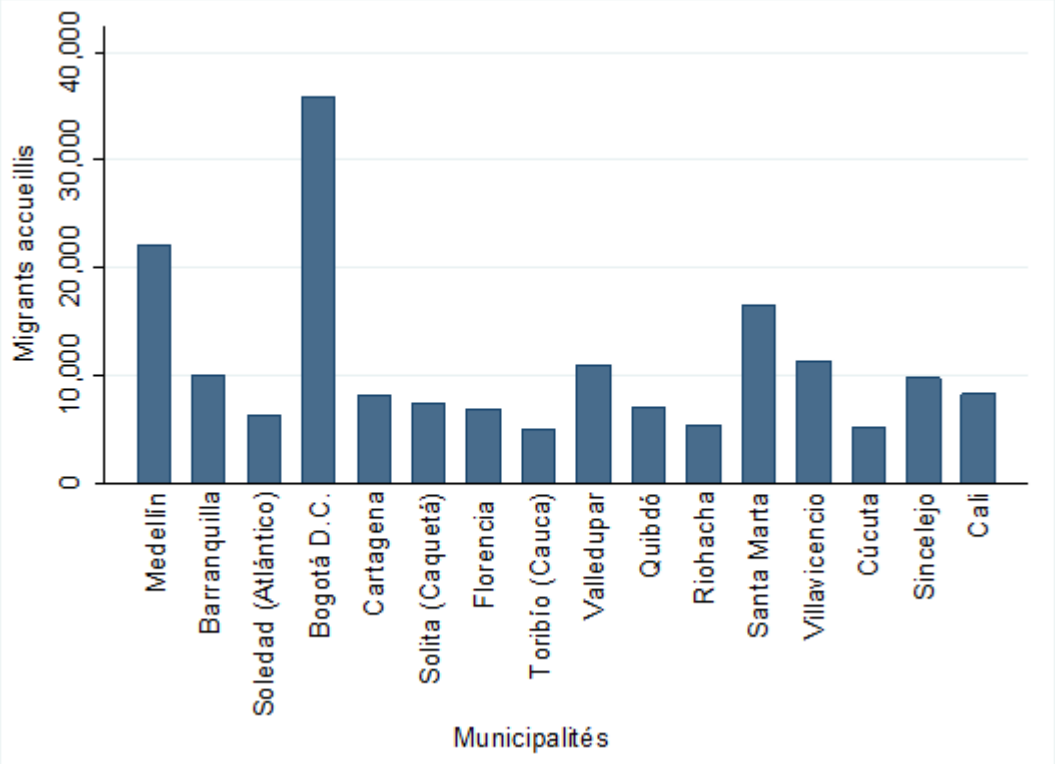
Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE[97]. Axe vertical 1 : total de migrants accueillis. Axe vertical 2 : total de municipalités avec déplacement accueilli. Axe horizontal : année.

La figure précédente indique la réception de migrants en 2005 comme une problématique importante qui touche 1 %[98] de la population totale du pays et 89 %[99] des municipalités colombiennes. Il faut noter que la distribution des déplacés est asymétrique, où

[96] *Ibid.* Texte original : « generó el mayor desplazamiento forzado registrado en la historia contemporánea de Colombia. », p. 94.
[97] Adresse URL https://datoscede.uniandes.edu.co/observatorio.php (Site consulté le 8 juillet 2017).
[98] Calcul propre. Ce pourcentage correspond à la proportion des 430165 personnes déplacées accueillies en 2005 (nombre indiqué dans la figure 4) par rapport aux 42888592 personnes colombiennes. Il a été calculé à partir de la formule suivante : (430165/42888592)*100.
[99] Calcul propre. Ce pourcentage correspond à la proportion des 924 municipalités qui ont accueilli des personnes déplacées en 2005 (nombre indiqué dans la figure 4) par rapport aux 1043 municipalités colombiennes de la base de données. Il a été calculé à partir de la formule suivante : (924/1043)*100.

environ 2 %[100] des localités reçoivent plus de 5000 personnes appauvries par le déplacement forcé en 2005, selon la figure 5 qui signale les différences de réception entre les 16 municipalités qui ont accueilli plus de 5000 personnes appauvries cette année-là. Il y a parmi elles une large majorité de villes prospères où les migrants peuvent avoir l'accès à des services de santé, d'éducation et aux subventions, comme Bogotá D.C., Medellín et Santa Marta, ce qui est signalé par Carrillo[101] et Ibáñez[102]; mais il y a aussi des municipalités en situation précaire de l'accès aux services publics comme Solita, Florencia y Quibdó.

Figure 5 – Les municipalités qui ont accueilli plus de 5000 migrants en 2005



Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE[103]. Axe vertical : total de migrants accueillis. Axe horizontal : municipalités avec déplacement accueilli supérieur à 5000.

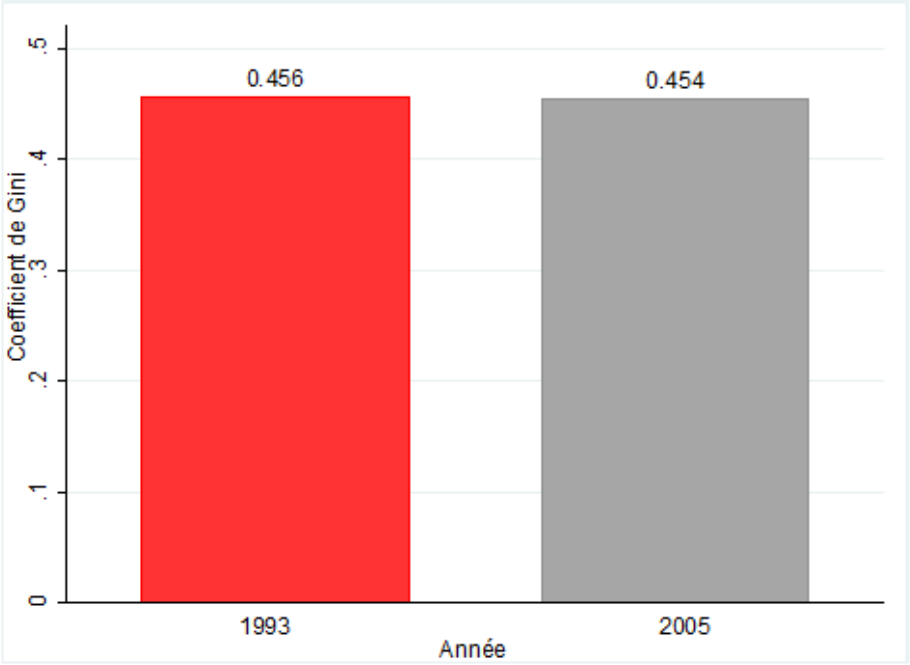
[100] Calcul propre. Ce pourcentage correspond à la proportion des 16 municipalités qui ont accueilli plus de 5000 migrants en 2005 (nombre indiqué dans la figure 5) par rapport aux 1043 municipalités colombiennes de la base de données. Il a été calculé à partir de la formule suivante : (16/1043)*100.
[101] CARRILLO Angela, « Internal displacement in Colombia: humanitarian, economic and social consequences in urban settings and current challenges », *International Review of the Red Cross*, vol. 91, 2009, pp. 527-546, p. 544.
[102] IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento…, op cit.*, p. 184.
[103] Adresse URL https://datoscede.uniandes.edu.co/observatorio.php (Site consulté le 27 juillet 2017).

La croissance du nombre de municipalités qui accueillent des migrants appauvris, indiquée par la figure 4, est intéressante pour analyser des changements de l'inégalité de revenus, car après avoir quitté les villages d'origine, les personnes déplacées s'installent dans des villes où elles n'ont que peu de possibilités de génération de revenus. La diminution forte du niveau de revenu et de consommation de ces personnes, montrée par Ibáñez[104], exprime la réception de personnes appauvries dans les municipalités. Cette auteure indique que cette situation précaire est causée par l'insuffisance de leurs actifs productifs dans les villes d'arrivée, où le capital humain des personnes qui vivaient dans des zones rurales se déprécie dans les villes d'arrivée qui, comme Bogotá, sont urbaines, car les connaissances en agriculture ne sont pas utiles dans les économies urbaines des lieux de réception. En plus, la perte d'actifs productifs, comme la terre, dans les villes d'origine diminue les possibilités de génération de revenus.

Ainsi, cette forte réduction du bien-être des personnes déplacées peut avoir affecté l'inégalité de revenus en Colombie. Toutefois, la figure 6 signale une tendance du coefficient de Gini contraire à celle du nombre de migrants forcés (figure 4). Cette figure indique une stabilité de l'inégalité moyenne de revenus. Apparemment, l'inégalité économique est régulière bien que le déplacement accueilli augmente. Cette situation peut être causée par le fait que d'autres phénomènes qui affectent l'inégalité, comme l'éducation et les dépenses publiques, peuvent avoir favorisé sa stabilité, malgré l'effet du déplacement. La migration vers des villes prospères peut avoir un impact diminué sur l'inégalité pour l'accès à des ressources économiques comme des subventions, tandis que la migration vers des municipalités défavorisées peut être plus significative.

[104] IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento…, op cit.*, p. 106

Figure 6 – Coefficient moyen de Gini en Colombie en 1993 et 2005



Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE. Axe vertical : coefficient moyen de Gini. Axe horizontal : année.

Pour indiquer la variabilité du coefficient de Gini en fonction du déplacement accueilli (variable d'intérêt 1), le tableau 8 présente les résultats des régressions simples. Les résultats ne sont pas significatifs que dans l'estimation à effets fixes ; elle signale la significativité statistique à un seuil de 5 %[105] qui laisse à penser qu'il y a une relation entre cette variable et le coefficient de Gini : lorsque le nombre de migrants accueillis augmente, l'inégalité de revenus a tendance à augmenter également. Par exemple, conforme 100000 déplacés appauvris sont reçus, le coefficient de Gini peut augmenter 0.027[106] points. Ces résultats ne sont pas concluants car les autres deux estimations ne sont pas significatives, ce qui peut être dû aux variables de contrôle manquantes comme l'éducation et les dépenses publiques.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplacement\ accueilli_{it} + u_i + e_{it}$

[105] Ce seuil de signification indique que le résultat de l'estimation a une probabilité inférieure à 5 % d'être obtenu par hasard.
[106] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*2.70e-06.

Tableau 8 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.4553***	0.4553***	0.4546***
	(566.71)	(549.07)	(578.13)
Déplacement accueilli	-3.38e-07	-1.50e-07	2.70e-06**
(Variable d'intérêt)	(-0.54)	(-0.24)	(3.02)
	Nº d'obs : 2,086	Nº d'obs : 2,086 Nº de groupes : 1,043	Nº d'obs : 2,086 Nº de groupes : 1,043
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			
Légende : Déplacement accueilli (nombre de personnes déplacées accueillies).			

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Pour tester empiriquement la contribution du déplacement forcé sur l'inégalité, le tableau 9 montre les résultats de l'estimation économétrique avec des variables de contrôle. Par rapport aux résultats du tableau 8, la variable d'intérêt est statistiquement significative pour les trois estimations réalisées, à un seuil de 5 % à 1 % et les coefficients sont positifs mais faibles. Ainsi, il paraît que les variables de contrôle expliquent de manière importante la variation de l'inégalité et permettent d'éviter un biais dans l'interprétation des associations estimées. Leurs coefficients négatifs expriment leur rôle dans l'assouplissement de la diminution des revenus des migrants à travers l'obtention de subventions publiques et l'accès à l'éducation formelle.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 \text{ deplac accueilli}_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it}$ (A)

Tableau 9 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.5145***	0.5147***	0.5232***
	(114.77)	(112.37)	(57.63)
Déplacement accueilli	1.55e-06**	1.66e-06**	3.56e-06***
(Variable d'intérêt)	(2.24)	(2.40)	(3.68)
Déplacement expulsé	2.85e-06**	3.34e-06**	8.05e-06***
	(2.10)	(2.47)	(4.27)
Année	0.0389***	0.0405***	0.0765***
	(10.73)	(11.07)	(11.77)
Éducation	-0.0016***	-0.0016***	-0.0015***
	(-10.00)	(-9.71)	(-4.56)
Dépenses	-2.16e-07***	-2.26e-07***	-4.25e-07***
	(-12.91)	(-13.21)	(-13.36)
Test Fisher :	Prob > F = 0.0000	Prob > chi2 = 0.0000	Prob > F = 0.0000
	Nº d'obs : 1,968 R^2 = 0.1442 R^2 ajusté = 0.1421	Nº d'obs : 1,968 Nº de groupes : 984	Nº d'obs : 1,968 Nº de groupes : 984
Test d'Hausman[107] : Prob > chi2 = 0.0000			
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			

[107] Selon Jeffrey Wooldridge, il est souvent intéressant d'identifier l'effet associé à chaque individu ; un effet qui ne varie pas dans le temps, mais qui varie d'un individu à l'autre. Cet effet peut être fixe ou aléatoire. Ainsi, le test d'Hausman permet de choisir entre l'estimation à effets fixes et celle à effets aléatoires. Il repose sur les hypothèses suivantes :
H_0 : il n'y a pas de différence systématique entre les coefficients (absence de corrélation entre les erreurs et les variables explicatives) ;
H_1 : il existe une différence entre les coefficients.
Donc, si l'hypothèse nulle est rejetée, il paraît que l'estimation à effets fixes est la plus appropriée.
WOOLDRIDGE Jeffrey, *Econometric analysis of cross section and panel data*, MIT Press, 2010, p. 291.

Légende : Déplacement accueilli (nombre de personnes déplacées accueillies), déplacement expulsé (nombre de personnes déplacées expulsées), année (variable du temps qui prend la valeur 1 pour 2005 et 0 pour 1993), éducation (pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement), dépenses (dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens).

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Ces résultats suggèrent que la réception de migrants appauvris contribue à l'augmentation de l'inégalité de revenus dans les municipalités. Les trois coefficients estimés sont faibles et positifs ; ils vont de 1.55e-06 à 3.56e-06. Ainsi, l'élévation de 100000 personnes accueillies pourrait conduire à 0.016 ou 0.036[108] points de plus du coefficient de Gini. En fait, pour reprendre les chiffres que la figure 4 expose, il paraît que l'augmentation de 430165 personnes déplacées accueillies en 2005 aurait permis l'accroissement entre 0.07 et 0.15[109] points du coefficient de Gini.

Ces chiffres signalent une association entre l'accueil de migrants forcés et l'inégalité. Appauvris par la diminution de leurs actifs productifs, y compris l'abandon de la terre et le capital humain dévalorisé, ils sont accueillis dans des municipalités de deux types : celles qui sont urbaines et prospères comme Bogotá et Medellín, où l'État colombien fournit l'accès à l'éducation et aux subventions ; et celles qui sont rurales en grande partie comme Solita (Caquetá) et Quibdó (Chocó), où la présence de l'État est faible[110]. Donc, le premier groupe peut avoir un impact inférieure sur l'inégalité par rapport à celui du deuxième groupe, étant donné que dans le premier les déplacés sont beaucoup plus susceptibles d'obtenir des revenus que dans le deuxième. Le tableau 10 compare les estimations des deux groupes d'après le 75e percentile des dépenses publiques par habitant égal à 295283 pesos colombiens.

Équation :

$$Gini_i = \alpha + \delta_1 \text{ deplac accueilli}_i + \beta X_i + e_i \text{ pour année 2005 et depenses}_i > 295283 \qquad (B)$$

[108] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*1.55e-06 et 100000*3.56e-06.

[109] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 430165*1.55e-06 et 430165*3.56e-06.

[110] Selon le CNMH, en 2005 la plupart des migrants se trouvent dans les municipalités colombiennes les plus pauvres et le 14 % réside dans les principales villes comme Bogotá, Medellín, Cali et Cartagena, entre autres. CNMH, *Una nación…*, *op. cit.*, p. 39.

Tableau 10 - Estimation de l'association entre le déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus en 2005, selon le niveau des dépenses publiques des municipalités colombiennes

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	Coefficients MCO pour dépenses > 295283	Coefficients MCO pour dépenses < 295283
Constante	0.5425***	0.5676***
	(25.57)	(53.42)
Déplacement accueilli	1.59e-06***	5.94e-06***
(Variable d'intérêt)	(2.95)	(3.85)
Éducation	-0.0006	-0.0010
	(-1.23)	(-3.96)***
Dépenses	-2.70e-07***	-3.58e-07***
	(-5.53)	(-11.02)
Test Fisher :	Prob > F = 0.0000	Prob > F = 0.0000
	Nº d'obs : 237	Nº d'obs : 747
	R^2 = 0.1256	R^2 = 0.1649
	R^2 ajusté = 0.1615	R^2 ajusté = 0.1615
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.		
Légende : Déplacement accueilli (nombre de personnes déplacées accueillies), éducation (pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement), dépenses (dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens).		

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Les résultats du tableau 10 suggèrent que le rapport entre déplacement accueilli et inégalité est différent d'après le niveau des dépenses publiques en 2005. Les coefficients estimés des deux groupes sont statistiquement à un seuil de 1 %. Dans le groupe de municipalités avec plus de 295283 pesos colombiens par habitant, le rapport est faible : l'augmentation de 100000 migrants peut conduire à la croissance de 0.016[111] points d'inégalité. Par contre, le cas du groupe de municipalités avec moins de 295283 pesos colombiens par habitant indique

[111] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*1.59e-06.

que l'augmentation de 100000 déplacés peut augmenter 0.060[112] points d'inégalité. Ceci implique que dans le premier groupe, la quantité de personnes reçues appauvries par le déplacement n'affecte pas tellement l'inégalité, car elles peuvent obtenir des ressources économiques à travers les programmes sociaux des dépenses publiques ; ce qui est une situation contraire pour le deuxième.

Le déplacement accueilli paraît augmenter l'inégalité dans la mesure où les migrants ont perdu leurs terres et leur capital humain a été dévalorisé. En conséquence, l'impact sur l'inégalité est supérieur dans les municipalités où les déplacés n'ont pas des conditions pour récupérer leur niveau de revenus, ce qui peut accroître le groupe plus pauvre des habitants des municipalités d'accueil. Mais l'impact est inférieur dans le cas des municipalités où les migrants peuvent trouver des conditions pour récupérer leur niveau de revenus à travers des subventions et de l'accès à l'éducation.

4.2 Le rapport entre le déplacement forcé avec dépossession et l'inégalité des revenus

La dépossession de terres est un phénomène présent dans le déplacement forcé. D'après le CNMH[113], l'intention des groupes légaux et notamment illégaux de déposséder les actifs productifs des habitants des zones rurales a joué un rôle important dans l'ensemble des facteurs qui ont favorisé la réalisation d'événements de déplacement forcé. Cet organisme signale aussi que les personnes déplacées forcées ont dû abandonner leur municipalité d'origine sous la pression des groupes armés notamment paramilitaires, qui ont agi à partir de leurs intérêts sur le contrôle territorial, avec l'appui d'acteurs économiques et politiques non armés, y compris des notaires, juges, et entreprises particulièrement du secteur agroindustriel[114].

La partie précédente de cette recherche a signalé que la réception des migrants appauvris tend à augmenter l'inégalité, car l'abandon des actifs productifs et la dévalorisation du capital humain peut provoquer une diminution importante de leurs revenus, ce qui augmente la

---

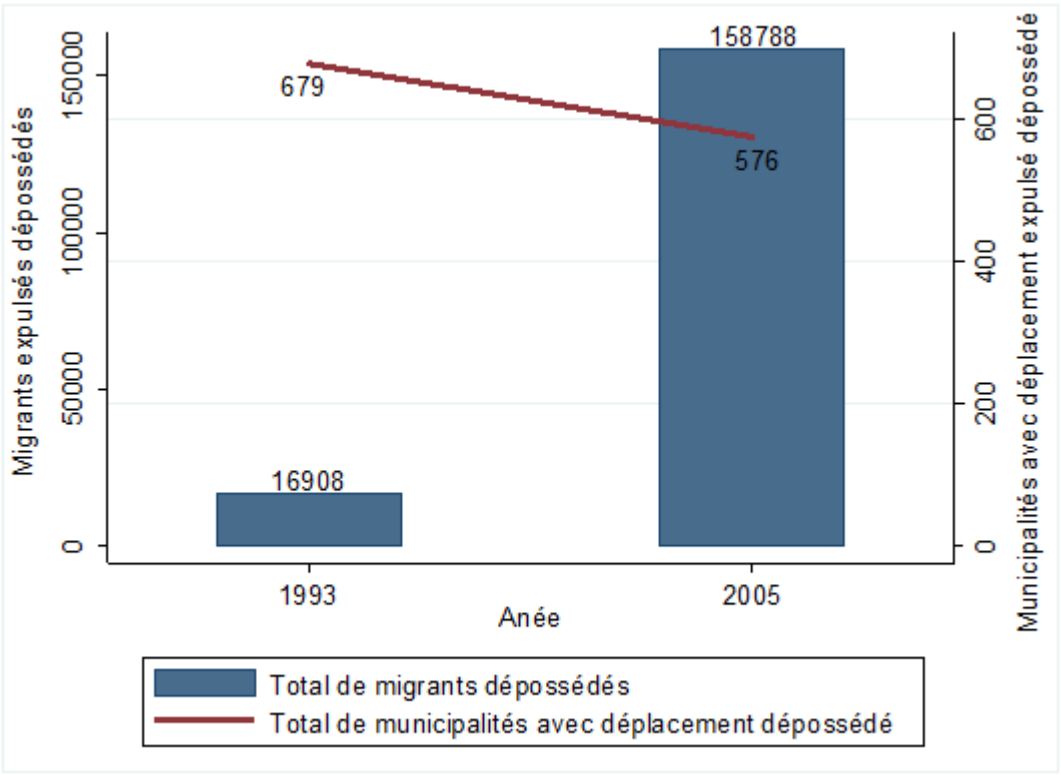
[112] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*5.94e-06.
[113] CNMH, *Tierras y…*, *op. cit.*, p. 264.
[114] CNMH, *Una nación…*, *op. cit*. p. 217.

population pauvre dans la municipalité d'accueil. Dans la partie présente vont être présentés des résultats empiriques qui évaluent le rapport entre l'expulsion de migrants dépossédés et l'inégalité. L'analyse de l'ampleur des déplacés dépossédés est une approximation de l'affectation de la dépossession en tant que phénomène qui peut permettre l'enrichissement par l'appropriation de terres des migrants, ce qui a été suggéré par le CNMH[115].

La figure 7 indique l'évolution de l'ampleur du déplacement forcé avec dépossession de terres en 1993 et 2005. Il est clair une augmentation forte (839.13 %[116]) du nombre de personnes déplacées dépossédées de 1993 à 2005 ; toutefois, il y a eu une diminution du nombre des municipalités qui les ont expulsées (-15.17 %[117]). C'est-à-dire qu'il y a eu un processus de concentration de la croissance de la dépossession expulsée en 2005 dans 576 municipalités colombiennes ; une situation similaire à celle du déplacement accueilli montrée dans la figure 4. Ce fait est un élément additionnel pour penser que le déplacement forcé avec dépossession peut contribuer à l'augmentation de l'inégalité de revenus.

[115] *Ibid*, p. 383.
[116] Calcul propre. Ce pourcentage correspond au taux de croissance du nombre de personnes déplacées forcées et dépossédées entre 1993 et 2005. Il a été calculé à partir de la formule suivante : ((158788-16908)/16908)*100.
[117] Calcul propre. Ce pourcentage correspond au taux de croissance du nombre de municipalités touchées par le déplacement forcé avec dépossession entre 1993 et 2005. Il a été calculé à partir de la formule suivante : ((576-679)/679)*100.

Figure 7 – Migrants expulsés dépossédées et municipalités avec déplacement expulsé dépossédé en Colombie (1993 et 2005)



Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE. Axe vertical 1 : total de migrants expulsés dépossédés. Axe vertical 2 : total de municipalités avec déplacement expulsé dépossédé. Axe horizontal : année.

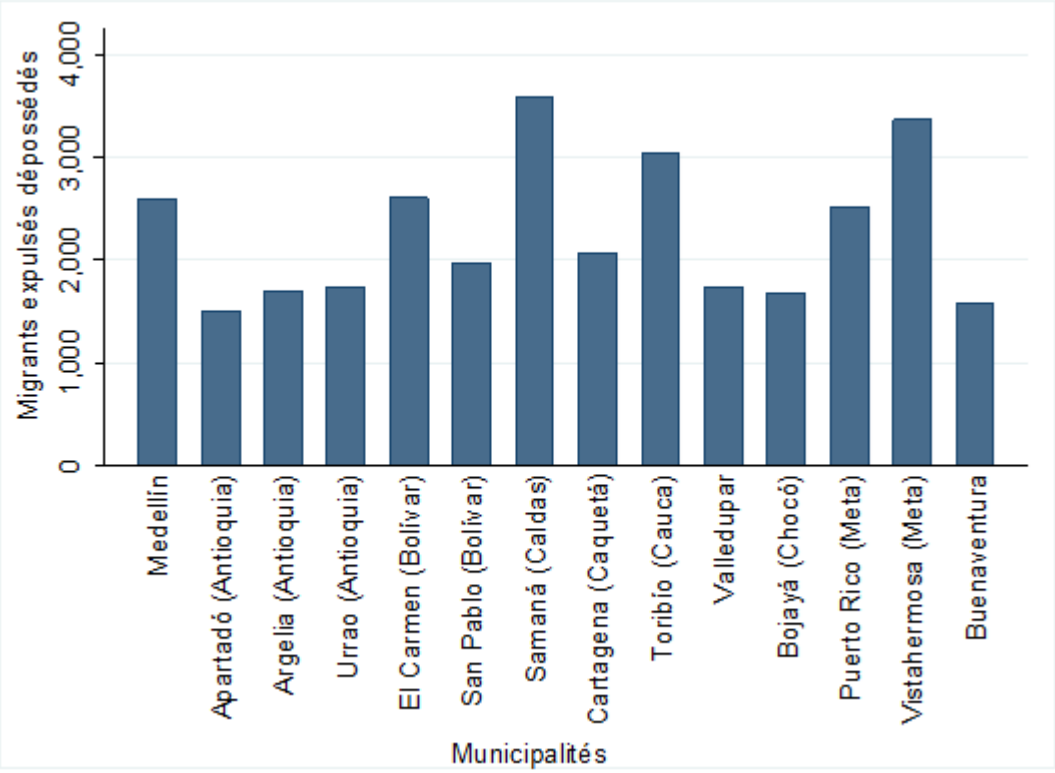
En 2005 l'accueil de migrants et l'expulsion de migrants dépossédés sont problématiques d'une ampleur considérable. La figure précédente indique que l'expulsion de déplacés dépossédés touche 55.2 %[118] des municipalités colombiennes. Comme dans le cas de l'accueil, la distribution des migrants expulsés est asymétrique en 2005, où environ 1 %[119] des localités expulsent plus de 1500 personnes dépossédées qui peuvent avoir enrichi d'autres habitants avec le transfert forcé de leurs terres. La figure 8 montre les différences entre les 14 municipalités qui ont expulsé plus de 1500 personnes dépossédées cette année-là. Il y a parmi elles une large majorité de lieux en situation précaire de l'accès aux services publics où

[118] Calcul propre. Ce pourcentage correspond à la proportion des 576 municipalités qui ont expulsé des personnes dépossédées en 2005 (nombre indiqué dans la figure 7) par rapport aux 1043 municipalités de la base de données. Il a été calculé à partir de la formule suivante : (576/1043)*100.

[119] Calcul propre. Ce pourcentage correspond à la proportion des 14 municipalités qui ont expulsé plus de 1500 migrants en 2005 (nombre indiqué dans la figure 8) par rapport aux 1043 municipalités colombiennes de la base de données. Il a été calculé à partir de la formule suivante : (14/1043)*100.

le conflit armé était lié à des actions de groupes illégaux pour promouvoir l'abandon forcé de terres, comme Samaná, Vistahermosa et Toribío, ce qui est signalé par Reyes[120] et CNMH[121].

Figure 8 – Les municipalités qui ont expulsé plus de 1500 migrants dépossédés en 2005



Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE. Axe vertical : total de migrants expulsés dépossédés. Axe horizontal : municipalités avec déplacement expulsé dépossédé supérieur à 1500.

L'augmentation des migrants avec leurs terres spoliées (indiquée par la figure 7), peut contribuer à des changements de l'inégalité de revenus, possiblement à travers l'enrichissement des habitants qui les ont dépossédés. Un migrant quitte leur municipalité, mais ceux qui dépossèdent restent. L'affectation de l'inégalité peut être donnée par l'augmentation du niveau de revenu de ces derniers acteurs qui, selon le CNMH[122], transforment les terres des déplacés en grandes plantations d'exploitation de l'huile de palme à Antioquia et Valledupar, zones pour l'exploitation minière en Meta et Bolívar, et superficies

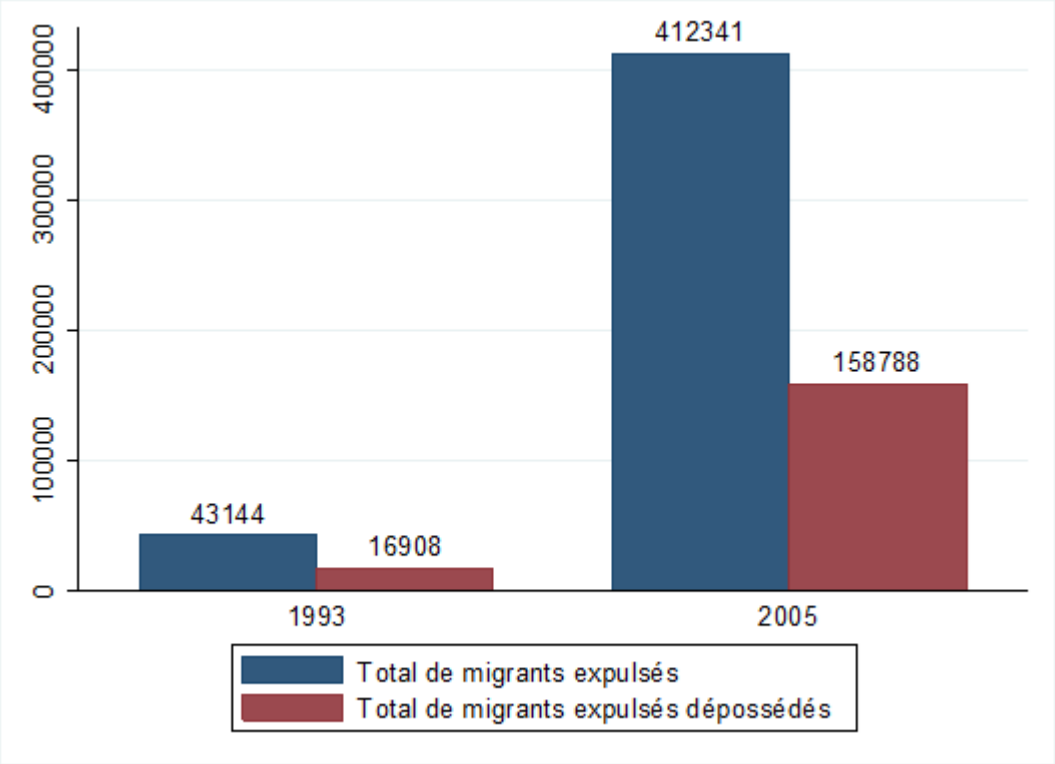
[120] REYES Alejandro, *Guerreros y campesinos: El despojo de la tierra en Colombia*, Bogotá, Editorial Norma, 2009, p. 29.
[121] CNMH, *Una nación…*, *op. cit.*, p. 225.
[122] *Ibid*, p. 223.

consacrées à la culture de coca en Caldas et Cauca, entre autres. D'après Ibáñez et Querubín[123], les terres abandonnées des migrants sont utilisées pour l'expansion territoriale et économique des projets productifs de ceux qui ont participé directement ou indirectement dans les faits violents qui ont causé l'abandon forcé des propriétés rurales.

Afin de mieux comprendre l'ampleur de la dépossession en tant que phénomène qui fait partie du déplacement forcé, la figure 9 permet de comparer l'évolution de ces deux phénomènes liés. D'abord, 39.19 %[124] des personnes déplacées forcées ont été aussi dépossédées en 1993, tandis que 38.51 %[125] des personnes déplacées forcées ont été aussi dépossédées en 2005. En conséquence, la proportion de personnes dépossédées a très peu changée. D'ailleurs, la variation du déplacement forcé expulsé total (855.7 %[126]) et celle du nombre de personnes déplacées et dépossédées expulsées (839.13 %[127]) sont similaires. Cette tendance indique que la dépossession fait partie constitutive du déplacement forcé et que cette partie est constante entre 1993 et 2005.

[123] IBÁÑEZ Ana María et QUERUBÍN Pablo, *op. cit.*, p. 61.
[124] Calcul propre. Ce pourcentage correspond à la proportion des 16908 personnes déplacées dépossédées expulsées en 1993 (nombre indiqué dans la figure 7) par rapport aux 43144 personnes déplacées forcées. Il a été calculé à partir de la formule suivante : (16908/43144)*100.
[125] Calcul propre. Ce pourcentage correspond à la proportion des 158788 personnes déplacées dépossédées expulsées en 2005 (nombre indiqué dans la figure 7) par rapport aux 412341 personnes déplacées forcées. Il a été calculé à partir de la formule suivante : (158788/412341)*100.
[126] Calcul propre. Ce pourcentage correspond au taux de croissance des personnes déplacées expulsées entre 1993 et 2005 qui a été calculé à partir de la formule suivante : ((412341-43144)/43144)*100.
[127] Calcul propre. Ce pourcentage correspond au taux de croissance du nombre de personnes déplacées forcées et dépossédées entre 1993 et 2005. Il a été calculé à partir de la formule suivante : ((158788-16908)/16908)*100.

Figure 9 – Migrants expulsés et migrants expulsés dépossédés en Colombie en 1993 et 2005



Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE. Axe vertical : total de personnes affectées, et axe horizontal : année.

Pour indiquer la variabilité du coefficient de Gini en fonction du déplacement expulsé dépossédé, le tableau 11 présente les résultats des régressions simples. Les résultats sont statistiquement significatifs dans toutes les estimations à un seuil de 5 %[128] qui laisse à penser qu'il y a une relation entre les deux variables : lorsque le nombre de migrants dépossédés augmente, l'inégalité de revenus a tendance à augmenter également. À titre d'exemple, conforme 100000 déplacés dépossédés de leurs terres sont expulsés, le coefficient de Gini peut augmenter entre 2[129] et 3[130] points.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplac\ dépossédé_{it} + u_i + e_{it}$

[128] Ce seuil de signification indique que le résultat de l'estimation a une probabilité inférieure à 5 % d'être obtenu par hasard.
[129] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*0.00002.
[130] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*0.00003.

Tableau 11 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement expulsé dépossédé et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.4540*** (549.25)	0.4539*** (5.38)	0.4529*** (549.21)
Déplacement dépossédé (Variable d'intérêt)	0.00002*** (4.99)	0.00002*** (5.38)	0.00003*** (6.82)
	Nº d'obs : 2,086	Nº d'obs : 2,086 Nº de groupes : 1,043	Nº d'obs : 2,086 Nº de groupes : 1,043
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			
Légende : Déplacement dépossédé (nombre de personnes déplacées expulsées et dépossédées).			

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Il faut aussi considérer les résultats avec des variables de contrôle pour identifier l'association entre inégalité et dépossession des migrants. Le tableau 12 présente que le déplacement dépossédé est statistiquement significatif à un seuil de 1 % dans les trois estimations. Les coefficients résultants suggèrent qu'une augmentation de 100000 personnes dépossédées pourrait conduire de 1.0[131] à 2.0[132] points de plus du coefficient de Gini. Par conséquent, l'effet attribué au déplacement dépossédé suggère d'être supérieur à celui du déplacement accueilli montré dans le tableau 9.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplacement\ depossede_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it}$ (C)

[131] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*0.00001.
[132] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*0.00002.

Tableau 12 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé expulsé avec dépossession et l'inégalité des revenus en Colombie (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.5142***	0.5144***	0.5239***
	(114.93)	(112.51)	(57.74)
Déplacement dépossédé	0.00001***	0.00001***	0.00002***
(Variable d'intérêt)	(3.50)	(3.77)	(4.41)
Déplacement accueilli	1.15e-06*	1.30e-06*	3.63e-06***
	(1.69)	(1.91)	(3.81)
Année	0.0373***	0.0390***	0.0762***
	(10.29)	(10.66)	(11.71)
Éducation	-0.0016***	-0.0016***	-0.0015***
	(-10.07)	(-9.78)	(-4.65)
Dépenses	-2.10e-07***	-2.20e-07***	-4.22e-07***
	(-12.55)	(-12.88)	(-13.27)
Test Fisher :	Prob > F = 0.0000	Prob > chi2 = 0.0000	Prob > F = 0.0000
	Nº d'obs : 1,968 R^2 = 0.1476 R^2 ajusté = 0.1454	Nº d'obs : 1,968 Nº de groupes : 984	Nº d'obs : 1,968 Nº de groupes : 984
Test d'Hausman : Prob > chi2 = 0.0000			
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			
Légende : Déplacement dépossédé (nombre de personnes déplacées expulsées dépossédées), déplacement accueilli (nombre de personnes déplacées accueillies), année (variable du temps qui prend la valeur 1 pour 2005 et 0 pour 1993), éducation (pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement), dépenses (dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens).			

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Les résultats obtenus mettent en lumière le rapport entre dépossession de terres dans le déplacement forcé et inégalité de revenus. Dans les municipalités touchées par des

événements de migration accompagnée de transferts forcés de biens fonciers, l'inégalité a tendance à augmenter, ce qui peut être lié à l'enrichissement par dépossession. Lorsque les migrants sont expulsés à travers des actions violentes, des personnes de leur municipalité d'origine se sont bénéficiées avec leurs terres pour améliorer l'expansion de projets économiques qui fournit un niveau supérieur de revenu. Par conséquent, l'inégalité d'une municipalité touchée par la dépossession peut être croissante par l'augmentation des revenus des personnes déjà privilégiés économiquement par les transferts violents.

Le déplacement dépossédé paraît augmenter l'inégalité dans la mesure où les terres des migrants expulsés peuvent être accumulées par ceux qui dépossèdent. En conséquence, la contribution sur l'inégalité peut être associée à l'accroissement de la concentration des revenus dans les municipalités avec déplacés dépossédés expulsés, provoqué possiblement par le supérieur niveau de revenus obtenu par ceux qui se sont favorisés de la dépossession avec l'utilisation économique des terres accaparées. Ainsi, derrière l'accroissement de l'inégalité par la dépossession peut avoir un processus d'enrichissement qui commence par l'obtention de biens fonciers de manière violente.

4.3 Comparaison des estimations des effets avec la méthode de double différence

Cette partie contient les estimations par la méthode de double différence, il s'agit d'identifier les possibles contributions des phénomènes étudiés à partir de la comparaison de la variabilité du coefficient de Gini entre les municipalités touchées et non touchées. Ces deux types de municipalités sont : groupe de traitement constitué par celles qui n'ont pas été affectées par le phénomène en 1993 mais en 2005, et groupe de contrôle composé par celles qui n'ont pas été affectées par ce phénomène en 1993 et en 2005. L'intention d'utiliser aussi cette méthode est de vérifier que le déplacement accueilli et le déplacement avec dépossession ont tendance à augmenter l'inégalité de revenus, ce qui a été signalé par les résultats des estimations à données panel dans les parties précédentes.

D'une part, le tableau 13 présente les résultats quant au déplacement accueilli qui suggèrent que la contribution de ce phénomène est 0.037 points d'augmentation du coefficient de Gini à un seuil de 1 %. C'est-à-dire : par rapport aux municipalités qui n'ont pas accueilli des migrants, les municipalités touchées paraissent présenter 0.037 points d'inégalité de revenus

en plus. En d'autres termes, il paraît être validé l'association entre déplacement accueilli et inégalité de revenus par l'augmentation d'habitants avec de faibles revenus dans les municipalités qui reçoivent des déplacés appauvris. Également, le résultat est positif mais il est réduit par l'assouplissement des conditions d'inégalité provoqué par l'action de l'État quant à l'accès à l'éducation et aux subventions en tant que partie des dépenses publiques.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 Annee_{it} + \delta_2 Treat1_{it} + \delta_3 Annee_{it} * Treat1_{it} + \beta X_{it} + e_{it}$ (D)

Phénomène = Affectation par le déplacement forcé accueilli
Groupe de contrôle : Municipalités sans migrants reçus en 1993 et en 2005
Groupe de traitement : Municipalités sans migrants reçus en 1993 mais avec migrants reçus en 2005

Tableau 13 – Impact du déplacement accueilli sur l'inégalité des revenus en Colombie, par la méthode double différence

Variable expliquée : Coefficient de Gini	Après : 2005	Avant : 1993	Diff-in-diff
Groupe traitement : Municipalités touchées	0.541	0.504	0.037*** (7.57)
Groupe contrôle : Municipalités non touchées	0.530	0.530	
Différence traitement-contrôle	0.011*** (3.10)	-0.027*** (-7.58)	
Observations : 784 $R^2 = 0.32$	Contrôle : 103 Traitement : 289 Total : 392	Contrôle : 103 Traitement : 289 Total : 392	*** Significatif à un seuil de 1 %

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Diff in diff : Impact = (Gini groupe traitement 2005 - Gini groupe traitement 1993) - (Gini groupe contrôle 2005 - Gini groupe contrôle 1993)

D'autre part, le tableau 14 indique l'estimation de l'impact du déplacement expulsé avec dépossession. Il montre que la variation du coefficient de Gini entre les deux groupes de municipalités est 0.028, statistiquement significatif à un seuil de 1 %. Cela suggère que ce

type de migration augmente l'inégalité en 0.028 dans les municipalités affectées ; autrement dit, la différence du coefficient de Gini entre les deux groupes paraît être due à l'affectation de la dépossession de terres. Ce résultat peut être associé au rapport entre migration dépossédée et le possible enrichissement de ceux qui dépossèdent, en tant que facteur qui peut provoquer une augmentation de l'inégalité.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 Annee_{it} + \delta_2 Treat2_{it} + \delta_3 Annee_{it} * Treat2_{it} + \beta X_{it} + e_{it}$ (E)

Phénomène = Affectation par le déplacement forcé expulsé avec dépossession
Groupe de contrôle : Municipalités sans migrants dépossédés expulsés en 1993 et en 2005
Groupe de traitement : Municipalités sans migrants dépossédés expulsés en 1993 mais avec migrants dépossédés expulsés en 2005

Tableau 14 – Impact du déplacement forcé expulsé avec dépossession sur l'inégalité des revenus en Colombie, par la méthode double différence

Variable expliquée : Coefficient de Gini	Après : 2005	Avant : 1993	Diff-in-diff
Groupe traitement : Municipalités touchées	0.544	0.521	0.028*** (4.89)
Groupe contrôle : Municipalités non touchées	0.536	0.541	
Différence traitement-contrôle	0.008*** (2.07)	-0.020*** (-4.84)	
Observations : 686 $R^2 = 0.29$	Contrôle : 77 Traitement : 266 Total : 343	Contrôle : 77 Traitement : 266 Total : 343	*** Significatif à un seuil de 1 %

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Diff in diff : Impact = (Gini groupe traitement 2005 - Gini groupe traitement 1993) - (Gini groupe contrôle 2005 - Gini groupe contrôle 1993)

Le tableau 15 compare les estimations des contributions des variables d'intérêt sur le niveau de l'inégalité. Tous les résultats des estimations signalent que le déplacement accueilli et le déplacement expulsé dépossédé ont tendance à augmenter le coefficient de Gini. Les

coefficients à données panel, contrairement aux résultats de la méthode double différence, suggèrent une association plus importante entre dépossession et inégalité par rapport à celle entre migrants accueillis et inégalité. Le résultat d'estimation quant au déplacement dépossédé si différent de celui à données panel peut être dû à l'utilisation de peu d'observations dans l'utilisation de la méthode de double différence.

Tableau 15 – Comparaison des estimations de l'incidence du déplacement accueilli et de la dépossession expulsée sur l'inégalité des revenus en Colombie

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variable explicative	MCO	Effets aléatoires	Effets fixes	Diff-in-diff
	Coefficient calculé pour 100.000 migrants			
Déplacement accueilli	0.016**[133] (2.24)	0.017**[134] (2.40)	0.036***[135] (3.68)	0.037*** (7.57)
Déplacement dépossédé	1.0***[136] (3.50)	1.0***[137] (3.77)	2.0***[138] (4.41)	0.028*** (4.89)

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata qui ont été présentés dans les tableaux 9, 12, 13 et 14.

L'infériorité de l'incidence du déplacement accueilli par rapport à celle du déplacement dépossédé peut être due à la mitigation de l'effet sur l'inégalité dans les municipalités prospères d'accueil. Le tableau ci-dessus signale que les municipalités d'accueil avec un niveau élevé de dépenses publiques ont un effet inférieur sur l'inégalité en comparaison avec les autres : la baisse des revenus de migrants peut être atténuée par les services publics d'éducation et de subventions dans un contexte plus favorable pour récupérer le niveau de revenus. La contribution supérieure du déplacement dépossédé peut être associée au fait que la concentration de terres accaparées et utilisées dans l'expansion de projets économiques amplifie la disparité de revenus dans les municipalités avec expulsion de déplacés

[133] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*1.55e-06.
[134] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*1.66e-06.
[135] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*3.56e-06.
[136] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*0.00001.
[137] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*0.00001.
[138] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*0.00002.

dépossédés[139], car il y a possiblement des habitants qui ont augmenté leur niveau de revenus à travers la dépossession, tandis que le niveau des autres habitants peut ne pas changer de manière significative.

Ainsi, il peut y avoir un processus d'appauvrissement atténué dans le déplacement accueilli qui indique une contribution inférieure sur l'inégalité, et un processus d'enrichissement concentré dans l'expulsion de migrants dépossédés qui signale une contribution supérieure. Les résultats empiriques montrent une notion économique du déplacement forcé et de la dépossession résultante lié aux changements de la distribution des revenus qui peuvent être produits par la situation d'appauvrissement des déplacés accueillis par la perte de leurs actifs productifs, fait montré par Ibáñez[140]. Et par la concentration de revenus possiblement engendrée par un fait signalé par Ibáñez et Querubín[141], CNMH[142] et, Gaviria et Muñoz[143] : l'accumulation de terres dépossédées des migrants dans les municipalités qui les ont expulsé.

Ces résultats constituent une nouvelle approximation sur l'analyse du déplacement forcé et la dépossession. Les documents du CNMH[144], CSPD[145] et CODHES[146] ont progressé dans l'analyse des caractéristiques de la situation socioéconomique des migrants avant et après les événements de déplacement forcé, et sur celles des événements de dépossession d'actifs. Cependant, leurs références au lien entre les deux phénomènes en question et l'inégalité de revenus ne sont que mentionnées qualitativement. Parallèlement, des travaux comme Ibáñez et al.[147], Ibáñez[148], Mora[149] et Fiala[150], entre autres, réalisent des études quantitatives mais

---

[139] Selon le CNMH, « Des petites plantations avec des produits agricoles variés sont devenues, par exemple, des superficies vastes et uniformes avec culture de palmiers à huile, comme à Catatumbo ; ou des zones déminées pour l'exploitation minière, comme dans la région du Pacifique », p. 20. Texte original : « Pequeñas fincas cultivadas con variados productos agrícolas se han convertido, por ejemplo, en extensas y uniformes extensiones de tierra cultivada con palma, como ocurrió en El Catatumbo; o mutan en zonas despejadas para la explotación minera, como en el Pacífico ».
[140] IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento…, op. cit.*, p. 55.
[141] IBÁÑEZ Ana María et QUERUBÍN Pablo, *op. cit.*, p. 92.
[142] CNMH, *Una nación…*, *op. cit.*, p. 357 et p. 369.
[143] GAVIRIA Carlos Felipe et MUÑOZ Juan Carlos « Desplazamiento forzado y propiedad de la tierra en Antioquia, 1996–2004 », *Lecturas de economía*, nº 66, 2007, pp. 9-46, p. 12.
[144] CNMH, *Una nación…, op. cit.*
[145] CNMH, *Tierras y…, op. cit.*
[146] CSPD et CODHES, *op. cit.*
[147] IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *op. cit.*
[148] IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento…, op. cit.*
[149] MORA Andrés, o*p. cit.*

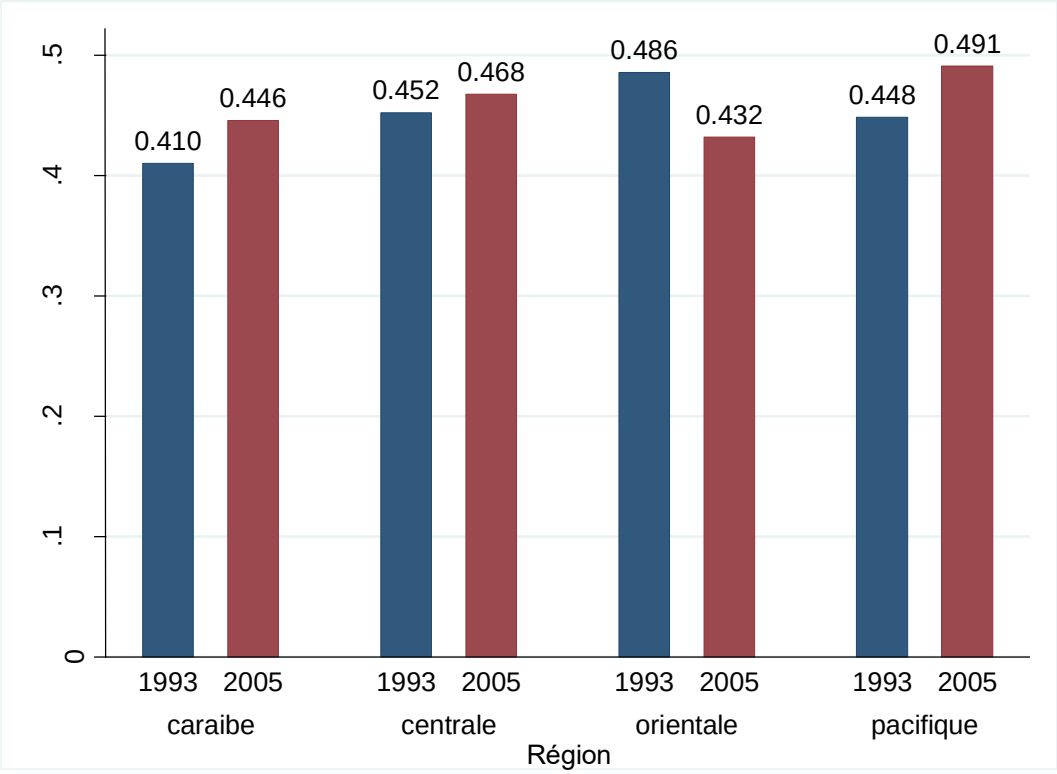
associées à la pauvreté et la différenciation de caractéristiques économiques entre les déplacés. Toutefois, le lien entre déplacement forcé et inégalité n'a pas été étudié, et la dépossession n'a pas été analysée économiquement. De cette manière, les résultats de cette recherche suggèrent une contribution aux travaux académiques économiques sur le déplacement forcé et la dépossession, deux sujets liés et peu traités par les économistes.

4.4 Analyse descriptive du lien entre déplacement et inégalité dans les régions

L'identification des différences caractéristiques entre les régions colombiennes est utile pour comprendre la manière dont la migration forcée et la dépossession sont associées à l'inégalité des revenus en Colombie. La figure 10 présente une comparaison des différences du niveau d'inégalité des revenus, où l'année 2005 montre un indicateur plus élevé par rapport à 1993, à l'exception de celui correspondant à la région orientale. Selon les statistiques de 2005, la région pacifique signale un coefficient moyen de Gini le plus élevé (0.491), tandis que la région orientale a le niveau le plus bas (0.432). D'après Galvis, Moyano et Alba[151], la plupart des municipalités situées dans la région pacifique ont le score le plus bas de l'efficacité et la couverture du système éducatif, ce qui peut expliquer l'inégalité marquée.

[150] FIALA Nathan, o*p. cit.*
[151] GALVIS Luis, MOYANO Lina, ALBA Carlos, « La persistencia de la pobreza en el Pacífico colombiano y sus factores asociados », *Documentos de Trabajo sobre Economía Regional;* nº 238, 2016, pp. 1-70, p. 41.

Figure 10 – Coefficient moyen de Gini dans les régions en 1993 et 2005

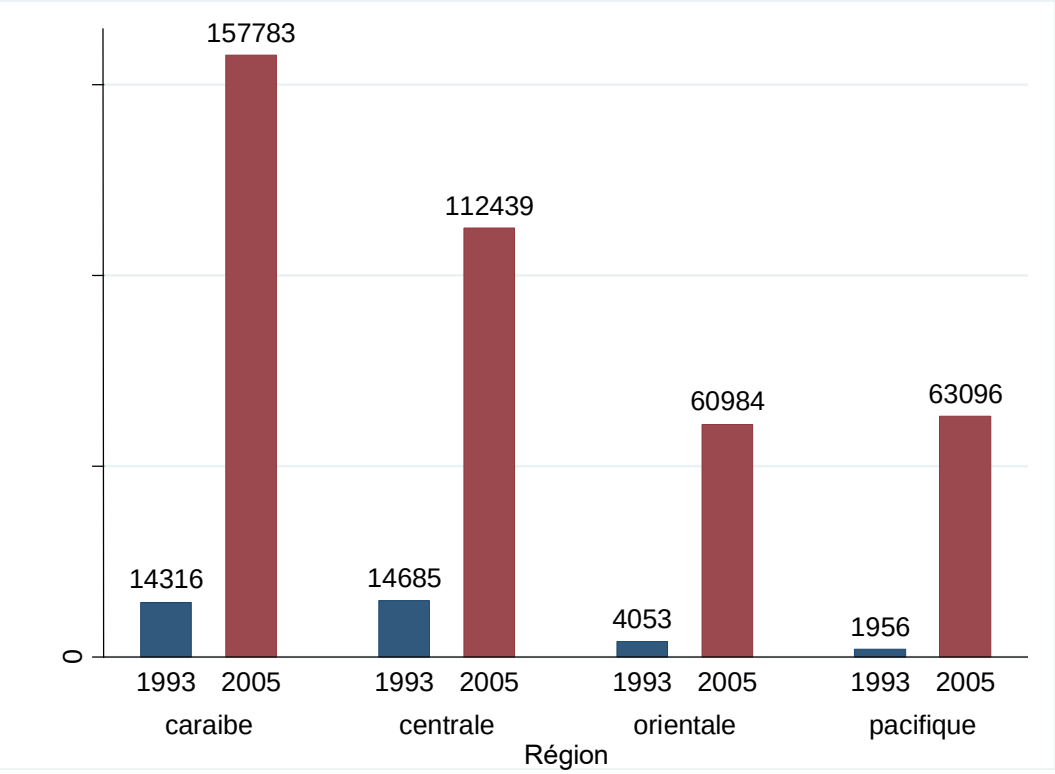


Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE. Axe vertical : coefficient moyen de Gini. Axe horizontal : année et région.

La variation des statistiques du déplacement accueilli de 1993 à 2005 et entre les régions est importante, comme le montre la figure 11. Les données pour la deuxième année indiquent la région orientale comme celle qui a reçu le nombre plus bas de migrants, tandis que la région caraïbe a accueilli 258.7 %[152] de migrants en plus. Selon, Tapias[153] explique que cette dernière région est caractérisée par des grandes villes avec un niveau élevé de bien-être social et économique, mais qui sont entourées de petites municipalités affectées par l'expulsion de migrants qui s'installent dans ces villes à la recherche de meilleures conditions de vie.

[152] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : (157783/60984)*100.
[153] TAPIAS José, « Pobreza y violencia en la Región Caribe colombiana: un enfoque espacial », *Ensayos sobre Política Económica*, vol. 35, nº 83, 2017, pp. 139-153, p. 148.

Figure 11 – Migrants accueillis dans les régions en 1993 et 2005



Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE[154]. Axe vertical 1 : total de migrants accueillis. Axe horizontal : année et région.

Les données statistiques par région sont insuffisantes pour réaliser des estimations économétriques. Pour surmonter cet obstacle, deux groupes de régions ont été construites à partir des ressemblances dans la quantité de migrants accueillis, montrées par la figure 11. Le premier groupe est composé par la région caraïbe et centrale qui ont la plus grande quantité de déplacés, et le deuxième par la région orientale et pacifique. Le tableau 16 présente les résultats des régressions simples où tous les coefficients estimés sont positifs mais ils ne sont que statistiquement significatifs dans la régression à effets fixes. Ce dernier coefficient suggère donc que l'inégalité devient plus élevée à mesure que le déplacement accueilli augmente dans les régions caraïbe et centrale.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplacement\ accueilli_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions caraïbe et centrale

[154] Adresse URL https://datoscede.uniandes.edu.co/observatorio.php (Site consulté le 8 juillet 2017).

Tableau 16 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.4466***	0.4459***	0.4416***
	(396.57)	(392.53)	(154.80)
Déplacement accueilli	8.09e-07	8.98e-07	0.00002*
(Variable d'intérêt)	(0.95)	(1.06)	(1.94)
	Nº d'obs : 940	Nº d'obs : 940 Nº de groupes : 890	Nº d'obs : 940 Nº de groupes : 890
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			
Légende : Déplacement accueilli (nombre de personnes déplacées accueillies).			

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Toutefois, les résultats avec des variables de contrôle montrés dans le tableau ci-après indiquent le contraire. Il semble que le déplacement accueilli ne contribue pas à augmenter l'inégalité de revenus dans les régions caraïbe et centrale : aucun des coefficients estimés n'est statistiquement significatif. Ce fait peut être expliqué par l'agglomération des grandes villes colombiennes dans ces régions, comme Medellín, Cali, Barranquilla y Cartagena[155], qui reçoivent une grande quantité de personnes déplacées (selon les figures 5 et 11) mais qui, d'après Delgado et Romero[156], ont un niveau supérieur d'accès aux services publics et de développement économique et social. Par conséquent, l'assistance de l'État et les plus grandes possibilités d'intégration au marché du travail dans ces villes peut contenir la montée de l'inégalité lorsque les migrants y sont accueillis.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1$ deplac accueilli$_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions caraïbe et centrale

[155] Bogotá, la capitale de la Colombie, n'a pas été considérée dans l'analyse régionale par ses éléments distinctifs quant au niveau de développement.

[156] DELGADO Martha et ROMERO José. *Elaboración de proyecciones de actividad económica regional 2014-2018*, FEDESARROLLO, 2014, p. 13 et 15.

Tableau 17 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.5064***	0.4841***	0.4658***
	(77.88)	(82.57)	(47.87)
Déplacement accueilli	9.03e-07	4.39e-07	-1.71e-06
(Variable d'intérêt)	(1.14)	(0.57)	(-0.91)
Année	0.0547***	0.0796***	0.0931***
	(11.39)	(22.67)	(18.81)
Éducation	-0.0022***	-0.0014***	-0.0005
	(-9.90)	(-7.02)	(-1.57)
Dépenses	-1.53e-07***	-2.49e-07***	-3.26e-07***
	(-6.18)	(-13.29)	(-12.77)
Test Fisher :	Prob > F = 0.0000	Prob > chi2 = 0.0000	Prob > F = 0.0000
	Nº d'obs : 864 R^2 = 0.2313 R^2 ajusté = 0.2277	Nº d'obs : 864 Nº de groupes : 814	Nº d'obs : 864 Nº de groupes : 814
Test d'Hausman : Prob > chi2 = 0.0000			
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			
Légende : Déplacement accueilli (nombre de personnes déplacées accueillies), année (variable du temps qui prend la valeur 1 pour 2005 et 0 pour 1993), éducation (pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement), dépenses (dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens).			

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Quant aux régions orientale et pacifique, le tableau 18 présente le résultat de la régression simple estimé par Moindres carrés ordinaires (MCO). Dans ces cas, les estimations à effets aléatoires et à effets fixes n'ont pas été effectuées par le petit nombre de données d'observations en 1993. Le coefficient estimé n'est pas statistiquement significatif, donc il paraît que la variation du déplacement accueilli influe peu ou pas sur la variation du

coefficient de Gini dans les régions orientale et pacifique. Ce résultat doit être confirmé par une estimation avec des variables de contrôle qui considère les facteurs principaux qui peuvent affecter l'inégalité.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplacement\ accueilli_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions orientale et pacifique

Tableau 18 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005)

Variables explicatives	MCO Coefficients
Constante	0.4622***
	(418.31)
Déplacement accueilli	-1.34e-07
(Variable d'intérêt)	(-0.08)
	Nº d'obs : 1144
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.	

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Le tableau 19 signale les résultats du modèle avec des variables de contrôle, où le coefficient estimé du déplacement accueilli est positif et statistiquement significatif à un seuil de 1 %. Contrairement à la conclusion du tableau 17, il semble que l'augmentation du déplacement accueilli contribue au renforcement de l'inégalité dans les régions orientale et pacifique. Ainsi, l'accueil de 100.000 de nouvelles personnes migrantes pourrait élever 0.069[157] points le coefficient de Gini. La différence entre cet effet et celle des régions centrale et caraïbe est liée au fait que l'inégalité dans les municipalités avec un niveau faible de dépenses publiques est plus affectée par le déplacement accueilli.

[157] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*6.91e-0.6.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 \text{ deplac accueilli}_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions orientale et pacifique

Tableau 19 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé accueilli et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005)

Variables explicatives	MCO Coefficients
Constante	0.5097***
	(93.86)
Déplacement accueilli	6.91e-0.6***
(Variable d'intérêt)	(4.60)
Année	0.0323***
	(7.27)
Éducation	-0.0007***
	(-3.16)
Dépenses	-2.85e-07***
	(-14.22)
Test Fisher :	Prob > F = 0.0000
	Nº d'obs : 1102 $R^2 = 0.2958$ R^2 ajusté = 0.2932
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.	
Légende : Déplacement accueilli (nombre de personnes déplacées accueillies), année (variable du temps qui prend la valeur 1 pour 2005 et 0 pour 1993), éducation (pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement), dépenses (dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens).	

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

À cet égard, d'après Galvis et al.[158], la plupart des municipalités situées dans la région pacifique sont caractérisées par des faiblesses du système éducatif, du service de santé et du système de distribution d'eau publique ; ce qui entrave leur développement économique et social. Lorsque les migrants sont accueillis dans les villes des régions pacifique et orientale,

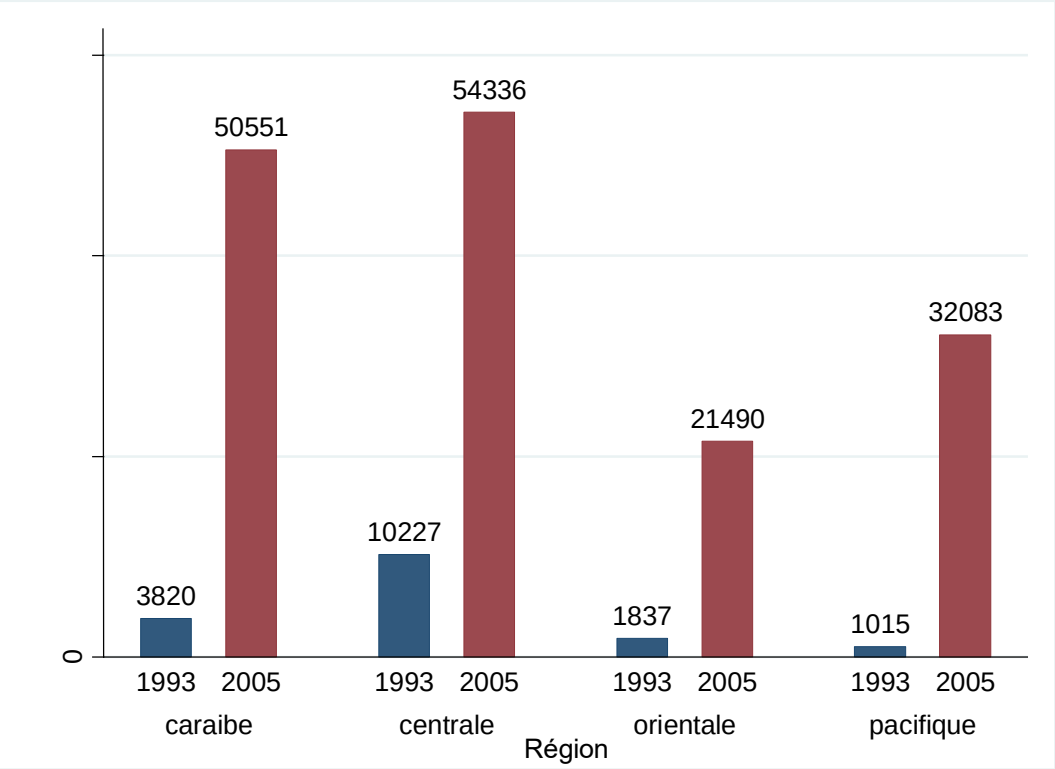
[158] GALVIS Luis, MOYANO Lina, ALBA Carlos, *op. cit.*, p. 45.

ils ont des grandes difficultés à surmonter les obstacles pour l'accès à l'emploi et les subventions publiques. Cette situation peut expliquer le lien entre déplacement accueilli et inégalité dans ces deux régions, qui semble n'est pas être significatif dans les régions centrale et caraïbe.

D'autre part, la figure 12 présente les différences régionales quant à la quantité d'expulsion de personnes déplacées dépossédées de leurs terres. Les régions centrale et caraïbe ont le nombre le plus élevé par rapport aux régions orientale et pacifique. Comme l'a montré la figure 8, départements de la région centrale, tels que Caldas, Antioquia et Caquetá, incluent des municipalités qui ont expulsé plus de 1500 migrants dépossédés en 2005. Selon l'Agence Présidentielle pour l'Action Sociale et la Coopération Internationale[159], la dépossession à Antioquia a été caractérisée par le déclenchement du déplacement pour accomplir des appropriations de terres, le transfert forcé et le vent forcé des biens fonciers.

[159] AGENCE PRÉSIDENTIELLE POUR L'ACTION SOCIALE ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, *Del abandono al despojo: De cómo se han afectado los derechos patrimoniales de las víctimas del desplazamiento forzado, según sus declaraciones para el proceso de Justicia y Paz*, Documentos de Trabajo: Proyecto Protección de Tierras y Patrimonio de la Población Desplazada, Bogotá, Acción Social, 2009, p. 18.

Figure 12 – Migrants expulsés dépossédées dans les régions en 1993 et 2005

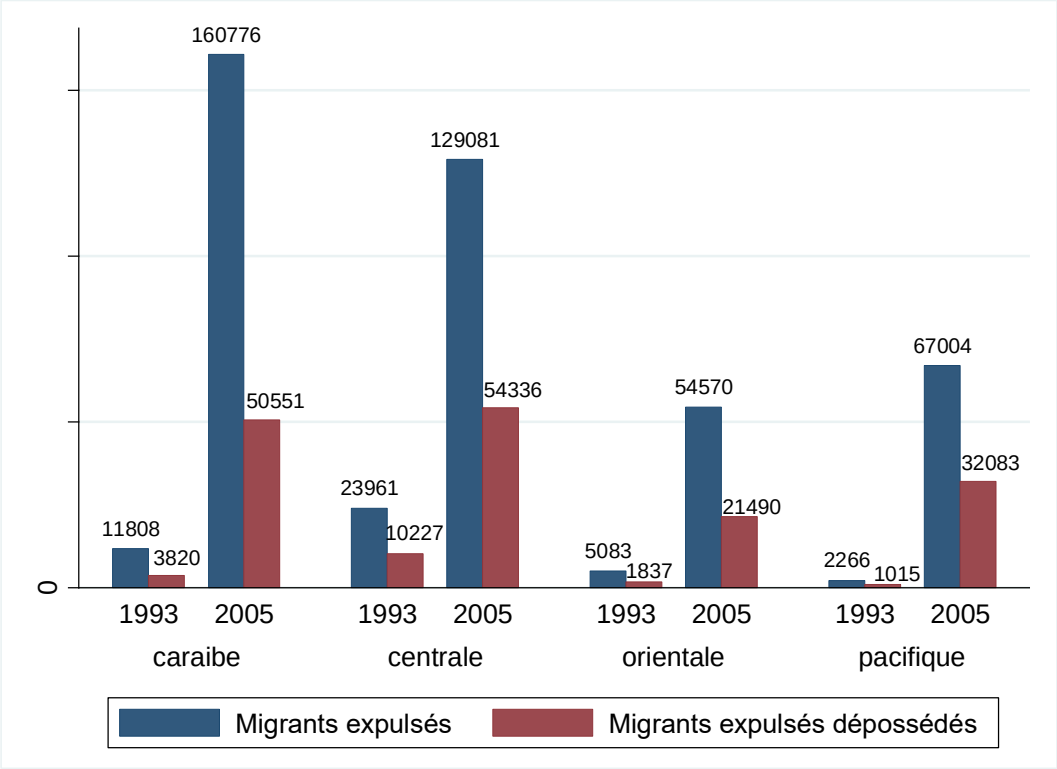


Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE. Axe vertical 1 : total de migrants expulsés dépossédés. Axe horizontal : année et régions.

Toutefois, la quantité de personnes dépossédées par rapport au nombre total de migrants expulsés signale la région pacifique comme la plus affectée. Les données montrées par la figure 13 exposent que 47.9 %[160] des déplacés expulsés de cette région en 2005 sont dépossédés de leurs terres, tandis que 31.4 %[161] de la région caraïbe le sont. En fait, la figure 8 présente Cauca, Chocó et Valle comme des départements de la région pacifique avec des municipalités qui ont expulsé plus de 1500 migrants dépossédés. D'après le CNMH[162], les mécanismes de l'intensification de la dépossession de terres à Buenaventura, dans le département de Valle del Cauca, sont basés sur des transactions foncières forcées, nouveaux propriétaires sans aucun enregistrement du titre foncier, actes administratifs et manœuvres violentes d'intimidation.

[160] Ce chiffre est résultat de la proportion entre le nombre de migrants dépossédés expulsés et le nombre total de migrants expulsés dans la région pacifique : (32083/67004)*100.
[161] Ce chiffre est résultat de la proportion entre le nombre de migrants dépossédés expulsés et le nombre total de migrants expulsés dans la région caraïbe : (50551/160776)*100.
[162] CNMH, *Buenaventura: Un puerto sin comunidad*, Bogotá, CNMH, 2015, p. 351.

Figure 13 – Migrants expulsés et migrants expulsés dépossédés dans les régions en 1993 et 2005



Source : Élaboration propre avec le logiciel Stata, à partir des données publiées par le CEDE. Axe vertical : total de personnes affectées, et axe horizontal : année et régions.

Pour indiquer la variabilité du coefficient de Gini en fonction du déplacement dépossédé, le tableau 20 présente les résultats des régressions simples. Les résultats ne sont pas significatifs que dans l'estimation à effets fixes. Quant aux autres deux estimations, elle signale la significativité statistique à un seuil de 1 % qui laisse à penser qu'il y a une relation entre cette variable et le coefficient de Gini : lorsque le nombre de migrants dépossédés augmente, l'inégalité de revenus a tendance à augmenter également. Par exemple, conforme 100000 déplacés expropriés de leurs terres sont expulsés, le coefficient de Gini peut augmenter 2[163] points dans les régions centrale et caraïbe. Ces résultats ne sont pas concluants car les autres deux estimations ne sont pas significatives, ce qui peut être dû aux variables de contrôle manquantes comme l'éducation et les dépenses publiques.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplac\ depossédé_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions caraïbe et centrale

[163] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*0.00002.

Tableau 20 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement expulsé dépossédé et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.4445***	0.4439***	0.4440***
	(381.16)	(378.57)	(222.41)
Déplacement dépossédé	0.00002***	0.00002***	0.00002
(Variable d'intérêt)	(5.28)	(5.29)	(1.59)
	Nº d'obs : 940	Nº d'obs : 940 Nº de groupes : 890	Nº d'obs : 940 Nº de groupes : 890
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			
Légende : Déplacement dépossédé (nombre de personnes déplacées expulsées et dépossédées).			

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Pour tester empiriquement la contribution du déplacement dépossédé sur l'inégalité, le tableau 21 montre les résultats des estimations économétriques avec des variables de contrôle. Il n'y a qu'un résultat qui suggère la contribution de l'expulsion de migrants à l'augmentation de l'inégalité de revenus : le coefficient estimé par MCO (8.41e-06) est positif et statistiquement significatif à un seuil de 5 %. Dans ce cas, l'élévation de 100000 personnes expulsées pourrait conduire à 0.084[164] points de plus du coefficient de Gini dans les régions caraïbe et centrale. Cette incidence de la dépossession correspond à l'explication que Meertens expose sur le contexte dans la région caraïbe : « Un deuxième type de dépossession, peut-être le plus généralisé, a été l'achat massif de propriétés paysannes à bas prix (et parfois, sous les menaces) de la part de nouvelles entreprises agro-industrielles et d'extraction » [165].

[164] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*1.55e-06 et 100000*8.41e-06.

[165] MEERTENS Donny, « Entre el despojo y la restitución: reflexiones sobre género, justicia y retorno en la costa caribe colombiana », *Revista Colombiana de Antropología*, vol. 52, nº 2, 2016, pp. 45-71. Texte original : « Una segunda modalidad de despojo, tal vez la más extendida, ha sido la compra masiva de parcelas campesinas a menor precio (y a veces bajo amenazas) por parte de nuevas empresas agroindustriales y extractivas. », p. 51.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplacement\ depossede_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions caraïbe et centrale

Tableau 21 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé expulsé avec dépossession et l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale (1993 et 2005)

Variable expliquée : Coefficient de Gini

Variables explicatives	MCO Coefficients	Effets aléatoires Coefficients	Effets fixes Coefficients
Constante	0.5061***	0.4840***	0.4646***
	(79.06)	(82.70)	(46.04)
Déplacement dépossédé	8.41e-06**	1.13e-06	-2.43e-06
(Variable d'intérêt)	(2.52)	(0.48)	(-0.80)
Année	0.0518***	0.0791***	0.0932***
	(10.82)	(22.87)	(18.86)
Éducation	-0.0023***	-0.0014***	-0.0005
	(-10.05)	(-7.00)	(-1.39)
Dépenses	-1.43e-07***	-2.46e-07***	-3.29e-07***
	(-6.00)	(-13.53)	(-13.10)
Test Fisher :	Prob > F = 0.0000	Prob > chi2 = 0.0000	Prob > F = 0.0000
	Nº d'obs : 864 R^2 = 0.2357 R^2 ajusté = 0.2322	Nº d'obs : 964 Nº de groupes : 814	Nº d'obs : 964 Nº de groupes : 814
Test d'Hausman : Prob > chi2 = 0.0000			
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.			
Légende : Déplacement dépossédé (nombre de personnes déplacées expulsées dépossédées), année (variable du temps qui prend la valeur 1 pour 2005 et 0 pour 1993), éducation (pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement), dépenses (dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens).			

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Le tableau 22 ne présente que les résultats de la régression simple par MCO avec les données des régions orientale et pacifique, étant donné que les estimations à effets aléatoires et à effets fixes n'ont pas été effectuées à cause du petit nombre d'observations en 1993. Le résultat est statistiquement significatif et positif à un seuil de 1 % qui laisse à penser qu'il y a une relation entre les deux variables : lorsque le nombre de migrants dépossédés augmente, l'inégalité de revenus a tendance à augmenter également. À titre d'exemple, conforme 100000 déplacés dépossédés de leurs terres sont expulsés, le coefficient de Gini peut augmenter 2[166] points.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplac\ depossédé_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions orientale et pacifique

Tableau 22 - Résultats des estimations simples de l'association entre déplacement expulsé dépossédé et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005)

Variables explicatives	MCO Coefficients
Constante	0.4611*** (416.33)
Déplacement dépossédé (Variable d'intérêt)	0.00002*** (4.29)
	Nº d'obs : 1144
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.	
Légende : Déplacement dépossédé (nombre de personnes déplacées expulsées et dépossédées).	

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Il faut aussi considérer les résultats avec des variables de contrôle pour identifier l'association entre inégalité et dépossession des migrants dans les régions pacifique et orientale. Le tableau 23 présente que la variable d'intérêt est statistiquement significative à un seuil de 1 % dans l'estimation économétrique par MCO. Le coefficient résultant suggère qu'une augmentation de 100000 personnes dépossédées pourrait conduire à 3.0[167] points de plus du

[166] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*0.00002.
[167] Calcul propre. Ces chiffres correspondent au résultat de l'opération suivante : 100000*0.00003.

coefficient de Gini. Par conséquent, l'effet attribué au déplacement dépossédé suggère d'être supérieur à celui des régions centrale et caraïbe montré dans le tableau 21.

Équation : $Gini_{it} = \alpha + \delta_1 deplacement\ depossede_{it} + \beta X_{it} + u_i + e_{it}$ pour les régions orientale et pacifique

Tableau 23 - Résultats des estimations de l'association entre déplacement forcé expulsé avec dépossession et l'inégalité des revenus dans les régions orientale et pacifique (1993 et 2005)

Variables explicatives	MCO Coefficients
Constante	0.5070*** (94.40)
Déplacement dépossédé (Variable d'intérêt)	0.00003*** (5.51)
Année	0.0257*** (5.64)
Éducation	-0.0006*** (-3.03)
Dépenses	-2.56e-07*** (-12.73)
Test Fisher :	Prob > F = 0.0000
	Nº d'obs : 1102 R^2 = 0.3015 R^2 ajusté = 0.2990
Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à la statistique t pour l'estimation par MCO et par effets fixes, et à la statistique z pour l'estimation par effets aléatoires. *** Significatif à un seuil de 1 % ; ** Significatif à un seuil de 5 % ; * Significatif à un seuil de 10 %.	
Légende : Déplacement dépossédé (nombre de personnes déplacées expulsées dépossédées), année (variable du temps qui prend la valeur 1 pour 2005 et 0 pour 1993), éducation (pourcentage de la population qui fréquente un établissement d'enseignement), dépenses (dépenses publiques par habitant en milliers de pesos colombiens).	

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Pour analyser les différences entre les deux groupes régionaux quant aux effets estimés, le tableau 24 compare les contributions des variables d'intérêt sur le niveau de l'inégalité.

Premièrement, le paramètre du déplacement accueilli n'est statistiquement significatif que dans les résultats des régions orientale et pacifique. Il est positif et signale que le déplacement accueilli a tendance à augmenter le coefficient de Gini dans ce groupe. La comparaison des effets estimés suggère donc que l'inégalité des revenus dans les régions caraïbe et centrale, contrairement aux autres deux, n'est pas affectée par les conditions économiques défavorables des migrants accueillis. Ce fait peut être dû à l'atténuation de la problématique par les services publics d'assistance aux victimes du conflit armé dans les grandes villes des régions caraïbe et central qui reçoivent les personnes déplacées, comme il a été mentionné dans l'explication des résultats dans les municipalités du pays avec un niveau de dépenses publiques supérieur à 295283 pesos colombiens.

Tableau 24 – Comparaison des estimations de l'incidence du déplacement accueilli et de la dépossession expulsée sur l'inégalité des revenus dans les régions

Variable expliquée : Coefficient de Gini				
Variable explicative	Régions centrale et caraïbe			Régions orientale et pacifique
	MCO	Effets aléatoires	Effets fixes	MCO
	Coefficient calculé pour 100.000 migrants			
Déplacement accueilli	0.01[168] (1.14)	0.004[169] (0.57)	0.02[170] (-0.91)	0.07***[171] (4.60)
Déplacement dépossédé	0.08**[172] (2.52)	0.01[173] (0.48)	-0.02[174] (-0.80)	3.0***[175] (5.51)

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata qui ont été présentés dans les tableaux 17, 19, 21 et 23.

Et deuxièmement, les estimations du paramètre de déplacement dépossédé des régressions multiples par MCO sont statistiquement significatives et positives pour les deux groupes de

[168] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*9.03e-07.
[169] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*4.39e-07.
[170] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*-1.71e-06.
[171] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*6.91e-0.6.
[172] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*8.41e-06.
[173] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*1.13e-06.
[174] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*-2.43e-06.
[175] Calcul propre à partir de l'opération suivante : 100000*0.00003.

régions. Il paraît que la dépossession des terres des personnes déplacées a une contribution supérieure à l'inégalité dans les régions orientale et pacifique, par rapport aux régions centrale et caraïbe. Cette différenciation peut être liée aux résultats de l'incidence du déplacement accueilli, étant donné que l'accaparement des terres pourrait être facilité dans un contexte de fragilité des institutions et de la présence insuffisante de l'État, d'après le Bureau du Défenseur du peuple[176], comme dans la plupart des municipalités de la région pacifique. Par contre, dans les régions centrale et caraïbe avec un meilleur fonctionnement des institutions et services publics, l'incidence du déplacement accueilli et de la dépossession sur l'inégalité est faible.

[176] BUREAU DU DÉFENSEUR DU PEUPLE, *Problemática humanitaria en la región pacífica colombiana*, Bogotá, 2016, p. 33.

5 CONCLUSIONS

Cette recherche a proposé une nouvelle notion du déplacement forcé avec dépossession liée à l'accentuation de l'inégalité de revenus dans les municipalités colombiennes avec les données de 1993 et 2005. Les résultats empiriques des modèles à données panel et par la méthode double différence suggèrent une incidence du déplacement accueilli et du déplacement expulsé dépossédé sur l'inégalité de revenus. D'une part, la contribution du déplacement accueilli à l'augmentation de l'inégalité peut être interprétée comme la diminution des revenus des migrants par l'abandon de leurs actifs productifs, un processus d'appauvrissement qui accroît la population pauvre dans les municipalités d'accueil. Autrement dit, l'incidence de l'accueil de déplacés appauvris peut signaler l'augmentation de la population qui reçoit un niveau faible de revenus.

Mais l'association déplacement accueilli et inégalité présente un niveau variable en fonction des dépenses publiques des municipalités. Les migrants appauvris par la perte d'actifs et la dévalorisation de leur capital humain se divisent selon deux groupes de municipalités d'accueil. Le premier est constitué par des municipalités avec un niveau faible de dépenses publiques qui présentent une incidence importante du déplacement accueilli sur l'inégalité, ce qui est susceptible d'expliquer par la précarité des services publics qui entravent la possibilité de récupérer le niveau de revenu des déplacés. Par contre, le deuxième groupe avec un niveau supérieur de dépenses publiques présente une association inférieure entre déplacement accueilli et inégalité, ce qui peut être dû à la possibilité des migrants pour récupérer leurs revenus à travers l'accès aux services publics relatifs aux subventions et programmes d'éducation, étant donné que dans les municipalités de ce groupe il y a des grandes villes.

D'autre part, les résultats quant au déplacement dépossédé indiquent une contribution à l'augmentation de l'inégalité supérieure à celle du déplacement accueilli. L'incidence de l'expulsion des migrants dépossédés de leurs terres peut être interprétée comme un produit du possible enrichissement des personnes qui ont utilisé ces biens fonciers de façon économique, c'est-à-dire, qui se sont bénéficié de la dépossession pour étendre leurs activités économiques. Donc, la croissance de l'inégalité, dans les municipalités qui ont expulsé des déplacés dépossédés, peut être associée à la hausse du niveau des revenus des personnes bénéficiés des transferts forcés des terres. Or, l'infériorité de l'incidence du déplacement accueilli sur

l'inégalité par rapport au déplacement dépossédé peut être liée à l'atténuation de la chute des revenus des migrants, par l'accès aux services publics en faveur des personnes déplacées dans les municipalités d'accueil.

Dans le cas de l'analyse régionale, les résultats suggèrent des tendances à l'augmentation de l'inégalité lorsque le déplacement accueilli et dépossédé touche des régions avec une faiblesse des institutions publiques. Ainsi, l'incidence de la migration reçue n'est que statistiquement significative dans le groupe composé par les municipalités des régions orientale et pacifique, où il existe une offre insuffisante de biens et services publics. Parallèlement, bien que l'incidence du déplacement avec dépossession de terres soit statistiquement significative dans ce dernier groupe et dans celui composé par les municipalités des régions centrale et caraïbe, elle supérieure dans le premier. Cela paraît renforcer et accentuer l'idée que la contribution du déplacement à l'accroissement de l'inégalité est faible lorsque la prestation de services publics est efficace dans les municipalités, ce qui permettrait d'atténuer l'amplification des disparités de revenu.

Les limites des résultats sont dues spécialement à la disponibilité des données individuelles. Il aurait fallu les données des migrants et des groupes ou personnes qui ont utilisé les terres dépossédées pour réaliser une évaluation des changements de l'inégalité à partir de la comparaison entre la variation des revenus dans les municipalités. Mais il y a une absence des données institutionnelles sur les caractéristiques économiques associées à la dépossession des déplacés, et les données des bénéficiaires de l'accaparement des terres ne sont que qualitatifs à cause du manque de clarté relatif à qui sont ces personnes et à l'obtention des revenus par dépossession. Cette insuffisance de statistiques n'a pas permis l'obtention de résultats empiriques quant à la comparaison entre l'appauvrissement des migrants et le possible enrichissement des personnes qui dépossèdent.

Bien que les limites statistiques soient importantes, l'apport de cette recherche est de présenter une perspective nouvelle du déplacement forcé avec dépossession liée au renforcement de l'inégalité de revenus, fondée sur les données existantes. D'autres travaux économiques ont montré l'impact du déplacement forcé sur la pauvreté, et ont expliqué la dépossession en tant que la perte des actifs productifs. Mais cette recherche se distingue par présenter des résultats empiriques relatifs à l'incidence du déplacement et la dépossession sur l'inégalité des revenus, à travers d'une notion qui interprète ces deux phénomènes liés comme

générateurs d'inégalité dans un des pays les plus inégalitaires. Ainsi, cette notion nouvelle essaie de comprendre les résultats obtenus à partir d'un possible processus où le déplacement et la dépossession contribuent à la croissance de l'inégalité par la diminution des revenus des migrants et l'augmentation des revenus des bénéficiaires de la dépossession de terres.

Cette analyse repose sur une représentation simplifiée du lien entre inégalité de revenus, déplacement forcé et dépossession et demande à être confirmé avec des statistiques plus détaillées sur les changements des revenus individuels produits par la dépossession des biens fonciers. L'existence future de ces données pourrait dépendre des informations communiquées par les nouveaux progrès accomplis dans la mise en œuvre de la loi de de victimes et de restitution des terres[177] et du système intégral de justice, de vérité, de réparation et de non-répétition[178]. L'absence de statistiques officielles précises sur les caractéristiques et conséquences de l'accaparement de terres entrave leur étude économique minutieuse, ce qui pourra être résolu avec l'évolution des connaissances sur les faits qui se sont produits pendant le conflit armé interne.

L'évaluation économétrique de l'évolution des données individuelles des revenus des migrants et des acteurs bénéficiaires de la dépossession est une tâche qui peut être accomplie par des futures recherches, pour réaliser une analyse plus précise sur la génération de disparités de revenus en Colombie. Elles pourront également essayer d'éclairer les mécanismes par lesquels d'autres manifestations de la dépossession qui ne sont pas directement associées au conflit armé, peuvent accentuer l'inégalité. Selon Castro et Culma[179], il s'agit de phénomènes qui, comme la prolifération des conflits socio-

---

[177] Selon le Ministère de l'agriculture et du Développement Rural colombien, c'est une loi qui vise à protéger le droit des victimes du conflit armé colombien au rétablissement de leurs droits fonciers, en établissant des mécanismes de prise en charge et de réparation des victimes de la dépossession et l'abandon forcé de terres.
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DE COLOMBIE, *Preguntas frecuentes sobre la Restitución de Tierras en la Ley de Víctimas*, Bogotá, 2012.

[178] D'après la Cour constitutionnelle de la Colombie, ce système est composé des mécanismes suivants : la Juridiction Spéciale pour la Paix, la Commission de la Vérité, l'Unité de recherche des personnes portées disparues dans le cadre du conflit, la réparation matérielle et symbolique pour la construction de la paix et des garanties de non répétition. Son principal objectif est de garantir la justice et assurer le droit à la vérité sur les violations des droits humains dans le contexte du conflit armé.
COUR CONSTITUTIONNELLE DE COLOMBIE, *Acto legislativo 01 de 2017*, Bogotá, 2017.

[179] CASTRO Carolina et CULMA Edinso, « Beyond Displacement by Armed Conflict: the Relationship Between Environmental, Economic and Armed Displacement in Colombia », in ZURAYK Rami, WOERTZ Eckart et BAHN Rachel (org.), *Crisis and Conflict in Agriculture*, Boston, CABI, 2018, pp. 232-241.

environnementaux en raison de la mise en œuvre des politiques publiques relatives à la gestion des ressources naturelles (y compris des projets hydroélectriques et miniers), ont été liés à des déplacements de citoyens expulsés de leurs terres. Parallèlement, des recherches supplémentaires peuvent intégrer l'étude comparative entre pays en situation de conflit armé.

6 ANNEXES

Annexe 1 – Statistiques descriptives de la région centrale

Année	Statistique	Variables				
		Gini	Déplacement accueilli	Déplacement dépossédé	Éducation	Dépenses publiques
1993	Observations	278	278	278	273	278
	Moyenne	0,4520	52,82	36,79	24,75	67913,93
	Écart-type	0,0183	210,97	159,03	3,94	17405,16
	Minimum	0,3951	0	0	15,08	46903,88
	Maximum	0,4802	2325	1551	35,67	117140,9
2005	Observations	278	278	278	273	278
	Moyenne	0,4676	404,46	195,45	27,77	240915,6
	Écart-type	0,0337	1547,19	388,26	2,823	53455,75
	Minimum	0,3943	0	0	15,80	171910,3
	Maximum	0,5265	22190	3588	35,72	389595,5

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Annexe 2 – Statistiques descriptives de la région caraïbe

Année	Statistique	Variables				
		Gini	Déplacement accueilli	Déplacement dépossédé	Éducation	Dépenses publiques
1993	Observations	192	192	192	159	192
	Moyenne	0,4109	74,56	19,90	31,17	47715,89
	Écart-type	0,0296	314,15	35,37	3,68	16595,93
	Minimum	0,3572	0	0	17,02	27246,2
	Maximum	0,4717	4171	256	40,03	87563,88
2005	Observations	192	192	192	159	192
	Moyenne	0,4459	821,79	263,29	32,99	233966,1
	Écart-type	0,0223	2006,69	393,71	3,18	57201,43
	Minimum	0,4067	3	0	12,01	168441
	Maximum	0,5124	16562	2606	40,55	432040,3

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Annexe 3 – Statistiques descriptives de la région orientale

Année	Statistique	Variables				
		Gini	Déplacement accueilli	Déplacement dépossédé	Éducation	Dépenses publiques
1993	Observations	395	395	395	391	395
	Moyenne	0,4858	10,26	4,65	25,43	65571,56
	Écart-type	0,0296	46,79	12,23	4,46	18629,56
	Minimum	0,4138	0	0	12,33	40050,18
	Maximum	0,5334	716	136	42,55	129563,9
2005	Observations	395	395	395	391	395
	Moyenne	0,4319	154,39	54,41	27,85	281998,2
	Écart-type	0,0162	747,05	233,95	3,70	52618,64
	Minimum	0,4004	0	0	6,72	195364,3
	Maximum	0,5109	11423	3366	43,89	414289,4

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Annexe 4 – Statistiques descriptives de la région pacifique

Année	Statistique	Variables				
		Gini	Déplacement accueilli	Déplacement dépossédé	Éducation	Dépenses publiques
1993	Observations	177	177	177	160	177
	Moyenne	0,4481	11,05	5,73	26,88	59696,26
	Écart-type	0,0257	36,92	10,57	5,05	27471,66
	Minimum	0,4146	0	0	15,54	30258,07
	Maximum	0,5093	413	85	42,40	126321,6
2005	Observations	177	177	177	160	177
	Moyenne	0,4909	356,47	181,26	26,62	243187,2
	Écart-type	0,0349	1053,23	369,95	5,56	77865,69
	Minimum	0,4372	0	0	0,36	132045,8
	Maximum	0,5681	8311	3038	42,36	432870,4

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

Annexe 5 – Statistiques de Bogotá

Année	Variables				
	Gini	Déplacement accueilli	Déplacement dépossédé	Éducation	Dépenses publiques
1993	0,4195	1281	9	34,54	146319,3
2005	0,4373	35863	328	31,23	585448,44

Source : Élaboration propre à partir des résultats obtenus avec le logiciel Stata.

7 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AGENCE PRÉSIDENTIELLE POUR L'ACTION SOCIALE ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, *Del abandono al despojo: De cómo se han afectado los derechos patrimoniales de las víctimas del desplazamiento forzado, según sus declaraciones para el proceso de Justicia y Paz*, Documentos de Trabajo: Proyecto Protección de Tierras y Patrimonio de la Población Desplazada, Bogotá, Acción Social, 2009.

AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (UNHCR). *Global trends: Forced displacement in 2017,* 2018.

ANSOMS An et HILHORST Thea, *Losing your land: Dispossession in the great lakes*, Woodbridge, James Currey, 2014.

BERTOLA Giuseppe, « Macroeconomics of distribution and growth », in ATKINSON Anthony et BOURGUIGNON François (org.), *Handbook of income distribution*, vol. 1, Amsterdam, Elsevier, 2000, pp. 477-540.

BREWER Rose, « 21st-Century Capitalism, Austerity, and Black Economic Dispossession », *Souls*, vol. 14, 2012, pp. 227-239.

BUREAU DU DÉFENSEUR DU PEUPLE, *Problemática humanitaria en la región pacífica colombiana*, Bogotá, 2016.

BUVINIC Mayra, DAS GUPTA Monica, CASABONNE Ursula et VERWIMP Philip, *Violent conflict and gender inequality: An overview*, The World Bank, 2013.

CAICEDO FERNÁNDEZ Alhena, « Vida campesina y modelo de desarrollo: configuraciones de despojo/privilegio en el norte del Cauca », *Revista Colombiana de Antropología*, vol. 53, 2017, pp. 59-89.

CAMPOS Alfredo, « New drivers of displacement in Colombia », *Forced migration review*, vol. 56, 2017, pp. 34-35.

CARRILLO Angela, « Internal displacement in Colombia: humanitarian, economic and social consequences in urban settings and current challenges », *International Review of the Red Cross*, vol. 91, 2009, pp. 527-546.

CARTER Michael et BARRET Christopher, « The economics of poverty traps and persistent poverty: an asset-based approach », *Journal of Development Studies*, vol. 42, 2006, pp. 178-199.

CARTER Michael et MAY Julian, « Poverty, livelihood and class in rural South Africa », *World Development*, vol. 27, 1999, pp. 1-20.

CASTRO Carolina et CULMA Edinso, « Beyond Displacement by Armed Conflict: the Relationship Between Environmental, Economic and Armed Displacement in Colombia », in ZURAYK Rami, WOERTZ Eckart et BAHN Rachel (org.), *Crisis and Conflict in Agriculture*, Boston, CABI, 2018, pp. 232-241.

CENTRE NATIONAL DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE DE LA COLOMBIE (CNMH), *Tierras y conflictos rurales. Historia, políticas agrarias y protagonistas*, Bogotá, CNMH, 2016.

CNMH, *Buenaventura: Un puerto sin comunidad*, Bogotá, CNMH, 2015.

CNMH, *Una nación desplazada: informe nacional del desplazamiento forzado en Colombia*, Bogotá, CNMH - UARIV, 2015.

COMMISSION DE SUIVI DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LE DÉPLACEMENT FORCÉ (CSPD), *Cuantificación y valoración de las tierras y los bienes abandonados o despojados a la población desplazada en Colombia*, Bogotá, 2011. Adresse URL http://www.acnur.org/index.php?id=837&tx_news_pi1%5Bnews%5D=5188&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&cHash=b0986dba00b3999a33476adf49b9dc47 (Site consulté le 30 avril 2018)

COMMISSION NATIONALE DE RÉPARATION ET RÉCONCILIATION DE LA COLOMBIE (CNRR), *El despojo de tierras y territorios. Aproximación conceptual*, Bogotá, 2009.

COUR CONSTITUTIONNELLE DE COLOMBIE, *Acto legislativo 01 de 2017*, Bogotá, 2017.

DAS Tuhin, HALDAR Sushil, DAS Ivy et MITRA Sudakhina, « Conflict, Displacement, and Inequality of Opportunity », *Asian Journal of Peacebuilding*, vol. 4, 2016, pp. 137-159.

DAVIES James et SHORROCKS Anthony, « The distribution of wealth », in ATKINSON Anthony et BOURGUIGNON François (org.), *Handbook of income distribution*, vol. 1, Amsterdam, Elsevier, 2000, pp. 605-675.

DELGADO Martha et ROMERO José. *Elaboración de proyecciones de actividad económica regional 2014-2018*, FEDESARROLLO, 2014.

DUARTE-ROJAS Aura María et COTTE-POVEDA Alexander, « Conflicto armado, despojo de tierras y actividad ganadera: Indagando entre el testimonio no oficial y las cifras estatales en el Departamento del Meta-Colombia », *Iberoamerican journal of development studies*, vol. 3, 2014, pp. 32-57.

EZQUERRO-CAÑETE Arturo, « Poisoned, dispossessed and excluded: A critique of the neoliberal soy regime in Paraguay », *Journal of Agrarian Change*, vol. 16, 2016, pp. 702-710.

FELDMAN Shelley et GEISLER Charles, « Land expropriation and displacement in Bangladesh », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 39, 2012, pp. 971-993.

FIALA Nathan, « Economic consequences of forced displacement », *The Journal of Development Studies*, vol. 51, 2015, pp. 1275-1293.

GALVIS Luis, MOYANO Lina, ALBA Carlos, « La persistencia de la pobreza en el Pacífico colombiano y sus factores asociados », *Documentos de Trabajo sobre Economía Regional;* nº 238, 2016, pp. 1-70.

GASPARINI, Leonardo; CICOWIEZ, Martín; SOSA, Walter. *Pobreza y desigualdad en América Latina*, Temas Grupo Editorial, 2012.

GAVIRIA, Carlos Felipe et MUÑOZ Juan Carlos « Desplazamiento forzado y propiedad de la tierra en Antioquia, 1996–2004 », *Lecturas de economía*, nº 66, 2007, pp. 9-46

GÓMEZ-ISA Felipe, « El desplazamiento forzado de los pueblos indígenas en Colombia », *Anuario español de derecho internacional*, vol. 30, 2014, pp. 431-455.

FIELDS Gary, « Inequality in dual economy models », *The Economic Journal*, vol. 103, 1993, pp. 1228-1235.

GERTLER Paul, MARTINEZ Sebastian, PREMAND Patrick, RAWLINGS Laura et VERMEERSCH Christel, *L'évaluation d'impact en pratique*, Washington DC, Banque Mondiale, 2011.

GRAJALES Jacobo, « The rifle and the title: paramilitary violence, land grab and land control in Colombia », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, 2011, p. 771-792.

GREENBAUM Susan, « Poverty and the willful destruction of social capital: displacement and dispossession in African American communities », *Rethinking Marxism*, vol. 20, 2008, pp. 42-54.

HAGAN John et KAISER Joshua, « The displaced and dispossessed of Darfur: explaining the sources of a continuing state-led genocide », *The British journal of sociology*, vol. 62, 2011, pp. 1-25.

IBÁÑEZ Ana María, « Forced displacement in Colombia: Magnitude and causes », *The Economics of Peace and Security Journal*, vol. 4, 2009, pp. 48-54.

IBÁÑEZ Ana María, *El desplazamiento forzoso en Colombia: un camino sin retorno hacia la pobreza*, Bogotá, Ediciones Uniandes, 2008.

IBÁÑEZ Ana María, MOYA Andrés et VELÁSQUEZ Andrea, *Hacia una política proactiva para la población desplazada*, Bogotá, Universidad de los Andes, 2006.

IBÁÑEZ Ana María et MOYA Andrés, *La población desplazada en Colombia: examen de sus condiciones socioeconómicas y análisis de las políticas actuales*, Bogotá, Departamento Nacional de Planeación, 2007

IBÁÑEZ Ana María et MOYA Andrés, Do conflicts create poverty traps? Asset losses and recovery for displaced households in Colombia. In *The economics of crime: Lessons for and from Latin America*, University of Chicago Press, 2010, pp. 137-172, p. 168

IBÁÑEZ Ana María et MUÑOZ Juan Carlos, « The persistence of land concentration in Colombia: what happened between 2000 and 2009? », in BERGSMO Morten, RODRÍGUEZ César, KALMANOVITZ Pablo et SAFFON María (ed.), *Distributive justice in transitions*, Torkel Opsahl Academic Epublisher, 2010, p. 279-310.

IBÁÑEZ Ana María et QUERUBÍN Pablo, « Acceso a tierras y desplazamiento forzado en Colombia », *Documento CEDE*, nº 23, 2004, pp. 1-114.

IBÁÑEZ Ana María et VELÁSQUEZ Andrea, « Identifying victims of civil conflicts: An evaluation of forced displaced households in Colombia », *Journal of Peace Research*, vol. 46, 2009, pp. 431-451

JUSTINO Patricia, « Poverty and violent conflict: A micro-level perspective on the causes and duration of warfare », *Journal of Peace Research*, vol. 46, 2009, pp. 315-333.

KUS Basak et FAN Wen, « Financialisation and income inequality in OECD nations: 1995-2007 », *The economic and social review*, vol. 43, 2013, pp. 477-495.

MAKRESHANSKA Suzana, « Fiscal decentralization and income inequality. Cross section analysis of central and southeastern European countries », *Economic Development*, vol. 17, 2015, pp. 245-260.

MEERTENS Donny, « Entre el despojo y la restitución: reflexiones sobre género, justicia y retorno en la costa caribe colombiana », *Revista Colombiana de Antropología*, vol. 52, nº 2, 2016, pp. 45-71.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DE COLOMBIE, *Preguntas frecuentes sobre la Restitución de Tierras en la Ley de Víctimas*, Bogotá, 2012.

MORA Andrés, « Conflicto, violencia socioeconómica y desplazamiento forzado en Colombia », *Cuadernos de Economía*, vol. 32, 2013, pp. 721-754.

MORLEY Samuel, *The income distribution problem in Latin America and the Caribbean*, Santiago, United Nations Publications, 2001.

MURPHY Daniel, « Booms and busts: asset dynamics, disaster, and the politics of wealth in rural Mongolia », *Economic Anthropology*, vol. 1, 2014, pp. 104-123.

MURSHED Mansoob et GATES Scott, « Spatial–horizontal inequality and the Maoist insurgency in Nepal », *Review of development economics*, vol. 9, 2005, pp. 121-134.

OJEDA Diana, PETZL Jennifer, QUIROGA Catalina, RODRÍGUEZ Ana et ROJAS Guillermo, « Paisajes del despojo cotidiano: acaparamiento de tierra y agua en Montes de María, Colombia », *Revista de Estudios Sociales*, 2015, nº 54, pp. 107-119.

REYES Alejandro, *Guerreros y campesinos: El despojo de la tierra en Colombia*, Bogotá, Editorial Norma, 2009.

SOUTH Ashley, *Displacement and dispossession: Forced migration and land rights in Burma*, Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE), Geneva, 2007.

SUANES Macarena, « Inversión extranjera directa y desigualdad de los ingresos en América Latina. Un análisis sectorial », *Revista CEPAL*, vol. 118, 2016, pp. 49-66.

SUESCÚN Carlos, « La inercia de la estructura agraria en Colombia: determinantes recientes de la concentración de la tierra mediante un enfoque espacial », *Cuadernos de Economía*, vol. 32, 2013, pp. 653-682.

TAPIAS José, « Pobreza y violencia en la Región Caribe colombiana: un enfoque espacial », *Ensayos sobre Política Económica*, vol. 35, nº 83, 2017, pp. 139-153.

WOOLDRIDGE Jeffrey, *Econometric analysis of cross section and panel data*, MIT Press, 2010.